

Situation transfrontalière de l'Outaouais et de l'Est ontarien : impacts et opportunités

Synthèses



Observatoire
du développement
de l'Outaouais

Avec la participation financière de :

Québec 

TABLE DES MATIÈRESⁱ

MISE EN CONTEXTE, OBJECTIFS ET MÉTHODOLOGIE

Introduction : nouveau regard sur le territoire transfrontalier

Démarche méthodologique, territoire transfrontalier et grille de lecture

DÉMOGRAPHIE : RÉPARTITION ET ÉVOLUTION DE LA POPULATION, MIGRATION INTERPROVINCIALE, LES AUTOCHTONES, LES FRANCOPHONES ET ANGLOPHONES ET LES IMMIGRANTS

La distribution et l'évolution de la population sur le territoire transfrontalier

L'Outaouais et l'Est ontarien : Lieux d'attraction pour les migrants interprovinciaux

Une présence autochtone forte sur le territoire transfrontalier

Le territoire transfrontalier : une richesse linguistique et un bilinguisme élevé

Le territoire transfrontalier : lieu stratégique et pôle majeur d'attraction des immigrants

MAIN-D'ŒUVRE, ENTREPRENEURIAT ET FILIÈRES ÉCONOMIQUES DE DÉVELOPPEMENT

Le territoire transfrontalier : un important bassin d'emplois qui exerce un pouvoir d'attraction sur la main-d'œuvre

Le navettage et les déplacements transfrontaliers : une caractéristique unique de l'Outaouais et de l'Est ontarien

Un potentiel élevé pour le développement des entreprises sur le territoire transfrontalier

Agriculture et agroalimentaire : un créneau à fort potentiel sur le territoire transfrontalier

La filière de l'industrie forestière : un secteur stratégique pour la diversification économique et les enjeux environnementaux sur le territoire transfrontalier

L'industrie de la construction: un pilier majeur sur le territoire transfrontalier qui a fait l'objet d'une entente historique pour faciliter la mobilité de la main-d'œuvre et des entrepreneurs

Administration publique : un pilier central de l'économie du territoire transfrontalier

Une grappe de haute technologie parmi les plus prospères en Amérique du Nord

One of North America's most successful high-tech clusters

TABLE DES MATIÈRESⁱ

Tourisme : un secteur d'activité très lucratif qui fait rayonner toute la région transfrontalière

La culture : déterminant de la qualité de vie et source de richesse

Le sport, le plein air et la villégiature : éléments indissociables de la qualité de vie sur le territoire transfrontalier

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

Aménagement et transport: vers une collaboration accrue

La protection de l'environnement et le développement durable : une priorité transversale et un outil de développement économique pour le territoire transfrontalier

DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Accès à l'éducation : un déséquilibre entre les deux rives au détriment de l'Outaouais

Soins de santé : une interdépendance asymétrique entre l'Outaouais et l'Est ontarien

L'accès au logement et l'itinérance sur le territoire transfrontalier : un enjeu de vases communicants

CONCLUSION : ANALYSE TRANSVERSALE

Le présent rapport est le résultat d'un projet de recherche d'envergure qui répond à une priorité régionale identifiée depuis plusieurs années : « Renforcer la position concurrentielle de l'Outaouais à l'égard de sa situation frontalière ». La position géographique de l'Outaouais, en bordure de l'Ontario et d'Ottawa, est unique au Québec, mais une méconnaissance persiste concernant les défis et les opportunités engendrés par cette situation complexe. C'est notamment le cas parce que les différentes études sur cette question présentent et analysent l'information de façon parcellaire sous l'angle de secteurs ou thématiques spécifiques. Ce rapport vise donc à combler cette lacune en proposant une analyse globale et transversale des enjeux et opportunités générés par la position géographique frontalière de l'Outaouais et ses territoires, et en y intégrant le territoire de l'Est ontarien. Le travail de recherche, qui s'est étalé sur trois ans, a été mené par l'Observatoire du développement de l'Outaouais (ODO) avec des partenaires du milieu grâce au financement du Fonds d'appui au rayonnement des régions (FARR).

ORIGINALITÉ DE CETTE ÉTUDE

Rassemble l'ensemble des données sur les secteurs de développement socioéconomique.

Prend en considération l'ensemble du territoire transfrontalier, incluant l'Est ontarien ainsi que les territoires en périphérie d'Ottawa-Gatineau (MRC québécoises et comtés ontariens).

Adopte une vision de la frontière en tant que source d'opportunités pour développer le plein potentiel du territoire.

S'inscrit dans le cadre d'un projet d'envergure qui mobilise de nombreux experts des deux côtés de la rivière des Outaouais.

HISTORIQUE DE LA PERCEPTION DE LA FRONTIÈRE DANS LES ORGANISATIONS DE DÉVELOPPEMENT

Dans les dernières décennies, la situation frontalière particulière de l'Outaouais a fait l'objet de nombre d'études qui ont mis en lumière le déficit des interventions du gouvernement dans la région, et notamment le peu d'investissements gouvernementaux dans le développement économique de l'Outaouais par rapport aux autres régions. Plusieurs organismes et commissions sur le développement de la région – dont la Société d'aménagement de l'Outaouais (SAO) en 1977, le Conseil régional de développement de l'Outaouais en 1983, la Commission d'étude sur la région de l'Outaouais (le Rapport Robidas) en 1984, la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec en 1991, le Comité 2050 et la Conférence régionale des élus de l'Outaouais (CRÉO) – se sont aussi penchés sur cette question au fil des ans, non seulement pour dénoncer les disparités dont l'Outaouais était victime, mais aussi pour souligner « les valeurs ajoutées qui peuvent découler de la situation frontalière » (CRÉO, 2012, p.59).

Deux principales perceptions qui ne s'opposent pas, mais qui peuvent cohabiter pour maximiser le développement de l'Outaouais : 1) le contexte frontalier est perçu comme un frein au développement de la région, qui a ainsi développé une dépendance envers la province voisine et ne reçoit pas sa juste part d'investissements du gouvernement du Québec; 2) cette proximité géographique avec l'Est ontarien et Ottawa, la capitale du Canada, procure plusieurs atouts pour le développement de la région.

Actuellement, ces deux visions sont portées par les élus de l'Outaouais au sein de la Conférence des préfets de l'Outaouais, ce qui démontre qu'elles ne s'opposent pas, mais qu'elles peuvent au contraire cohabiter pour maximiser le développement de l'Outaouais, en cohérence notamment avec l'une des cinq priorités régionales de développement de la région, qui est de Rattraper le retard historique de la région en santé et services sociaux, en éducation et en matière de développement économique. Les élus envisagent également la situation frontalière comme un avantage distinctif sur lequel l'Outaouais doit miser pour son développement économique. Développer l'économie et améliorer la position concurrentielle par rapport à la situation frontalière par l'innovation et la diversification fait également partie des priorités fixées pour la région. À ce titre, l'une des actions privilégiées identifiées par les élus est de « Saisir les opportunités découlant de la proximité de la région avec la capitale nationale et la rive ontarienne en assurant une planification et un arrimage du développement économique des deux côtés de la frontière et en favorisant une meilleure harmonisation de la réglementation en vigueur dans les deux provinces » (Comité régional de l'Outaouais, 2019). Le climat actuel étant propice au développement d'une meilleure coopération transfrontalière, les acteurs du développement pourront s'appuyer sur les constats et recommandations découlant de ce rapport pour saisir de façon efficace et concertée les opportunités découlant de la situation frontalière et accroître les collaborations avec Ottawa et l'Est ontarien.

PRÉSENTATION DU CONTENU DU RAPPORT

Le rapport se divise en six parties :

- La partie 1 présente la démarche méthodologique, les critères de délimitation du territoire transfrontalier à l'étude ainsi qu'une grille de lecture pour faciliter la compréhension des différentes informations présentées tout au long de ce document.
- La partie 2 porte sur les composantes démographiques qui influent sur le développement du territoire transfrontalier, tels que la migration interprovinciale, la langue, l'identité autochtone et l'immigration.
- La partie 3 se concentre sur des thématiques économiques (la main-d'œuvre et le navettage, l'entrepreneuriat et différentes filières économiques : l'administration publique; l'agriculture et l'agroalimentaire; la construction; la culture; les hautes technologies; l'industrie forestière; le plein-air, les activités récréatives et sportives, le tourisme).
- La partie 4 aborde les enjeux environnementaux et climatiques, avec une attention particulière à la rivière des Outaouais, ainsi que la question de l'aménagement du territoire et du transport.
- La partie 5 est consacrée à la thématique du développement social : éducation, santé, logements et itinérances.
- La conclusion permet de revenir sur les principaux constats tout en apportant un éclairage transversal.

DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE

Trois méthodes principales de recherche ont été utilisées pour collecter et analyser les données, soit la recherche documentaire, la mobilisation des savoirs des acteurs du milieu (Forum, comité de pilotage et entretiens avec des acteurs du milieu), ainsi que la collecte et l'analyse de données statistiques. La combinaison de ces méthodes a permis de recueillir des données primaires et secondaires de même que des données qualitatives et quantitatives.

LIMITES DE LA RECHERCHE EN PRENDRE EN CONSIDÉRATION

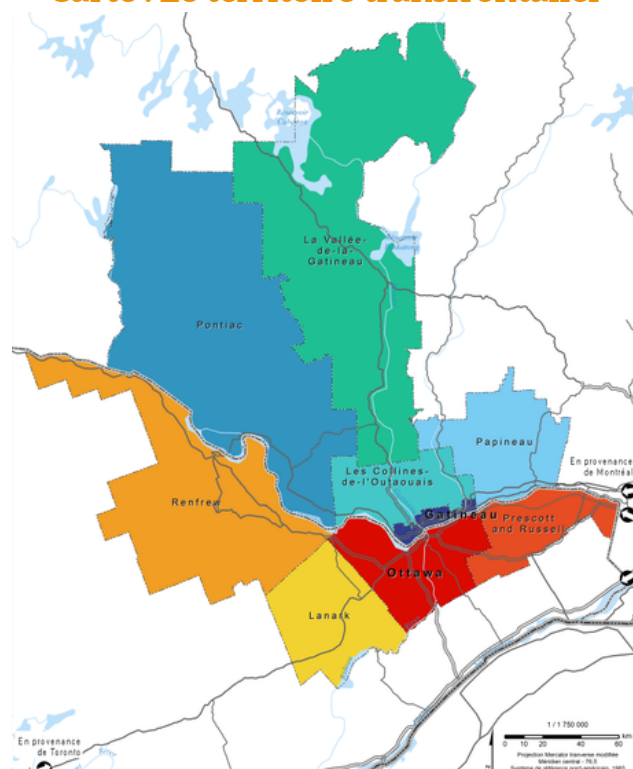
- Considérant l'ampleur du sujet, l'exhaustivité des informations recueillies et analysées ne peut être garantie.
- Ce rapport s'appuie principalement sur des données secondaires. La taille des rubriques peut donc varier en fonction de l'information disponible et non en fonction de l'importance des secteurs.
- Notre connaissance plus limitée de l'Est ontarien et de ses principales organisations de développement a compliqué la recherche documentaire sur la partie ontarienne du territoire transfrontalier.
- Compte tenu des différences entre les compétences provinciales et de la variabilité des données disponibles d'un territoire à l'autre, certaines informations n'ont pas été prises en compte.

DÉTERMINATION DU TERRITOIRE TRANSFRONTALIER À L'ÉTUDE

Dans cette étude, le terme *transfrontalier* désigne un territoire qui déborde de chaque côté de la rivière et implique une ouverture et une accessibilité importante entre les deux territoires adjacents qui, malgré leurs différences, ont développé une relation étroite au fil du temps.

Ce territoire vécu est composé de divers territoires administratifs (région, MRC, comtés, municipalités, RMR) qui chevauchent deux provinces et sont assujettis à des structures de gouvernance différentes. Il est constitué de la région administrative de l'Outaouais, soit les 4 MRC (Collines-de-l'Outaouais, Papineau, Pontiac et Vallée-de-la-Gatineau) et la Ville de Gatineau, et de quatre comtés de l'Ontario de l'Est (Renfrew, Ottawa, Prescott-Russell et Lanark). La proximité avec la frontière de l'Outaouais et le navettage sont les deux critères utilisés pour délimiter le territoire transfrontalier de l'Est ontarien.

Carte : Le territoire transfrontalier



En 2016, le territoire transfrontalier compte une population de 1 577 272, dont 76 % (1 194 668 hab.) dans l'Est ontarien et 24 % (382 604 hab.) dans l'Outaouais. Le territoire transfrontalier compte 105 municipalités – 68 en Outaouais et 37 dans l'Est ontarien.

ZONE DE CONFLUENCE DES PROVINCES DU QUÉBEC ET DE L'ONTARIO ET SIÈGE DU GOUVERNEMENT DU CANADA

L'histoire du territoire transfrontalier est en phase avec celle de la rivière des Outaouais qui, à partir du 18^e siècle, agira comme frontière entre le Haut-Canada, territoire majoritairement anglophone, et le Bas-Canada, territoire francophone. En 1857, la Reine Victoria désigne la ville de Bytown (qui deviendra Ottawa) en tant que capitale nationale « en raison de sa localisation à la frontière des deux provinces, le Haut et le Bas-Canada, à mi-chemin entre Québec et Toronto, les capitales provinciales, et en raison de la présence des deux groupes linguistiques fondateurs » (Comité Outaouais 2050, 1990, p.5). Depuis ce temps, les provinces du Québec et de l'Ontario, ainsi que les régions de l'Outaouais et de l'Ontario de l'Est, évoluent chacune de leur côté. Cette discontinuité est présente dans l'ensemble des thématiques abordées dans ce rapport, car les provinces ont chacune développé leurs propres politiques et le partage des compétences se fait différemment entre les différents échelons territoriaux. Soulignons cependant que les villes de Gatineau et d'Ottawa partagent des similitudes, étant toutes deux perçues comme des espaces périphériques à l'intérieur de leur province respective (Mévellec et al., 2018).

Au Québec et en Ontario, l'organisation politique des municipalités est gérée exclusivement par des lois provinciales. Gatineau relève de la Loi sur les cités et les villes et les autres municipalités de l'Outaouais relèvent du Code municipal et font partie d'une MRC, qui constitue un niveau de gouvernance supralocal, à mi-chemin entre les paliers régional et local. En Ontario, les municipalités relèvent de la Loi de 2001 sur les municipalités. L'Ontario compte 444 municipalités, dont 30 municipalités de palier supérieur, désignées sous le nom de comtés ou municipalités régionales et qui sont en quelque sorte l'équivalent des MRC québécoises. Ottawa est une municipalité à palier unique (on y en a 173 en Ontario), et Renfrew, Prescott et Russell et Lanark sont des comtés.

L'Outaouais fait partie des 17 régions administratives du Québec. Les mesures, programmes et données des différents ministères et autres agences gouvernementales sont organisés en fonction des régions québécoises. L'Ontario n'a pas d'équivalent aux régions administratives québécoises, mais la province est souvent divisée en cinq grandes régions, soit le Centre-Est, le Centre-Ouest, l'Est, le Nord et l'Ouest. Cette division n'a pas de fonction administrative officielle, autre que celle de simple désignation géographique. Ces divisions régionales sont également utilisées dans le recensement de Statistique Canada et désignées sous le nom de région économique. Les 4 comtés qui font partie du territoire transfrontalier sont situés dans la région de l'Est.

Finalement, le fédéral agit également sur le territoire transfrontalier par l'entremise de la Commission de la capitale nationale (CCN), une société d'État fédérale créée par le Parlement canadien en 1959 et qui a la responsabilité « d'établir des plans d'aménagement, de conservation et d'embellissement de la région de la capitale nationale » (CCN, s.d.). La région de la capitale nationale (RCN) est composée d'Ottawa, de Gatineau et des municipalités avoisinantes. Néanmoins, le territoire de la CCN n'est ni un district fédéral, ni une ville-État, ce qui signifie qu'il n'y a pas de mécanisme officiel de gouvernance sur ce territoire, l'Outaouais et l'Est ontarien étant régis par leur système provincial. Autrement dit, le « mandat d'aménagement [de la CCN] se superpose aux maillages municipaux détenus par les villes d'Ottawa et de Gatineau » (Mévellec et al., 2018, p.583).



Un fort dynamisme démographique, avec une croissance soutenue de la population, caractérise le territoire transfrontalier. Cette attractivité s'explique par plusieurs facteurs, dont le positionnement géographique stratégique de la région à mi-chemin entre Montréal et Toronto, son statut de capitale nationale, sa croissance économique continue et sa qualité de vie. En dépit de ces atouts, l'Outaouais et l'Est ontarien souffrent d'une méconnaissance tant auprès de leurs provinces respectives, qu'au Canada et au niveau international, et le dynamisme de la région ne profite pas aux municipalités situées en périphérie de Gatineau et d'Ottawa.

PERSPECTIVES

Face à une concurrence de plus en plus forte entre territoires, la mise en commun des atouts de l'Outaouais et de l'Est ontarien pourrait renforcer l'attractivité et la visibilité du territoire à l'échelle canadienne et internationale afin d'attirer de la main-d'œuvre et des entrepreneurs. La candidature conjointe déposée par les Villes d'Ottawa et de Gatineau en vue d'accueillir un des sièges sociaux d'Amazon est un bel exemple de ce type d'initiative (voir la partie sur le secteur des hautes technologies). Les stratégies doivent également favoriser une meilleure répartition de la croissance démographique sur le territoire et améliorer la capacité d'accueil dans les territoires ruraux.

EN UN COUP D'OEIL

En 2016, le territoire transfrontalier comptait 1 577 272 habitants; la population a augmenté de 14 % entre 2006 et 2016.

L'Outaouais enregistre une croissance démographique de 17 % et l'Est ontarien, de 13 %.

Ottawa est la 2e ville en importance dans sa province après Toronto et la 4e ville en importance au Canada.

Gatineau se classe au 4e rang parmi les villes les plus peuplées au Québec.

Densité du cœur d'agglomération : Ottawa concentre 78 % de la population (934 243 hab.) de l'Est ontarien, tandis que 75 % de la population de l'Outaouais habite à Gatineau (276 245 hab.). Il n'y a aucune autre ville de plus de 25 000 habitants sur le territoire transfrontalier.

Selon les projections, la population du territoire transfrontalier pourrait augmenter de 30,4 % entre 2016 et 2041 pour atteindre 2 108 700 habitants.

En Outaouais comme dans l'Est ontarien, ce sont les quartiers en périphérie des villes de Gatineau et d'Ottawa et les municipalités limitrophes qui enregistrent les plus fortes croissances démographiques.

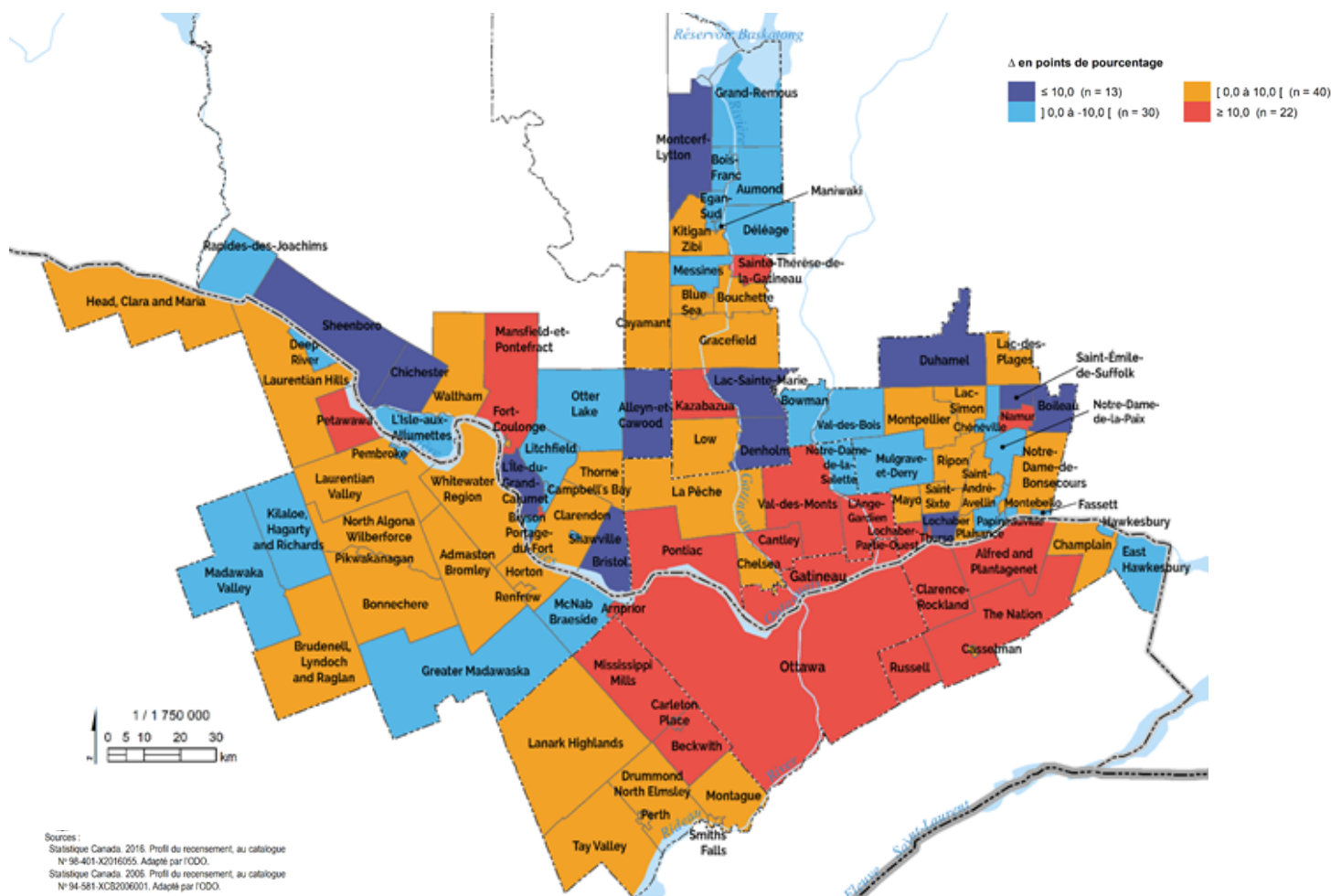
ATOUS ET OPPORTUNITÉS

- Gatineau-Ottawa constitue une aire d'attraction urbaine majeure au Canada. Avec la concentration de divers services, infrastructures de soutien et ressources financières ainsi qu'un important bassin de travailleurs, les villes d'Ottawa et de Gatineau sont un moteur économique majeur pour le développement de leurs régions respectives et exercent une force d'attraction importante sur le territoire pour attirer de la main-d'œuvre.
- Proximité et immensité des milieux ruraux : avec ses vastes MRC rurales, l'Outaouais occupe 67 % du territoire transfrontalier. Ce territoire rural de très faible densité offre aux résidents un cadre de vie exceptionnel qui combine les atouts de la campagne et les avantages de la proximité des grands centres urbains.

FAIBLESSES ET ENJEUX

- Malgré cette forte attractivité, les atouts du territoire, et notamment de l'Outaouais, restent méconnus des autres régions du Québec et de l'Ontario et du reste du Canada.
- Rayonnement limité : le dynamisme démographique s'observe principalement dans le noyau urbain et périurbain et profite peu aux MRC rurales de la Vallée-de-la-Gatineau, de Papineau et de Pontiac. La MRC de Pontiac, en particulier, ne profite pas de l'essor des territoires voisins, notamment de la croissance de la population de Renfrew, sur l'autre rive.

Carte : Évolution de la population entre 2006 et 2016



L'OUTAOUAIS ET L'EST ONTARIEN : LIEUX D'ATTRACTION POUR LES MIGRANTS INTERPROVINCIAUX

SYNTHÈSEⁱ

C'est avec l'Ontario que le Québec réalise le plus grand nombre d'échanges. En 2018, 68 % des gens qui ont quitté le Québec pour s'installer dans une autre province ont choisi l'Ontario, alors que 53 % de ceux qui ont déménagé au Québec proviennent principalement de l'Ontario. À cet égard, le territoire transfrontalier se démarque pour l'importance des déménagements interprovinciaux au sein de sa population. L'Outaouais se positionne au 1er rang au Québec pour les taux d'entrants et de sortants interprovinciaux ajustés en fonction de la variable de population. En 2017-2018, 20 % des nouveaux résidents d'autres provinces canadiennes qui s'installent au Québec choisissent l'Outaouais, alors que 16,4 % des Québécois qui ont quitté la province pour s'installer ailleurs au Canada provenaient de l'Outaouais. Ces mouvements démontrent des liens étroits entre l'Outaouais et l'Est ontarien.

EN UN COUP D'OEIL

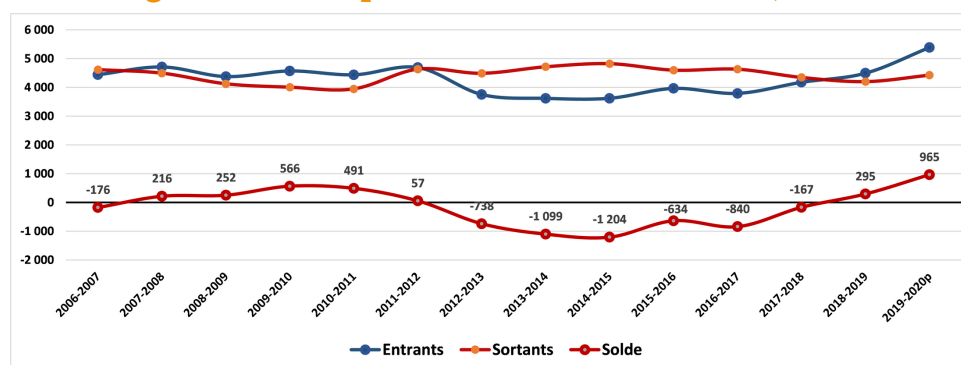
Entre 2011 et 2016, l'Outaouais a attiré 7 480 nouveaux résidents en provenance de l'Ontario (37,1 %) et 12 665 Québécois (62,9 %) ont déménagé dans l'Est ontarien. En Outaouais, ces nouveaux résidents se sont principalement installés à Gatineau (82 %) et, dans une moindre mesure, dans les MRC des Collines-de-l'Outaouais (12 %) et de Pontiac (4 %). Dans l'Est ontarien, les Québécois se sont principalement installés à Ottawa (81 %), ainsi que dans les comtés de Prescott et Russell (12 %) et de Renfrew (6 %).

La ville d'Ottawa est souvent choisie comme lieu de résidence par les Québécois en Ontario : « Presque un tiers des francophones provenant du Québec (34,3 %) se sont établis dans la région d'Ottawa et presque deux sur dix à Toronto (17,1 %) » (Ministère des Affaires francophones, 2020).

Entre 2012 et 2018, les résidents de l'Outaouais qui ont déménagé dans une autre province au Canada sont plus nombreux que les résidents d'une autre province venus s'installer dans la région. Depuis 2018-2019 toutefois, la tendance s'est inversée avec un solde migratoire en faveur de l'Outaouais (Figure 1).

Dans la RMR d'Ottawa-Gatineau, les migrants interprovinciaux sont souvent des jeunes au début de leur carrière professionnelle. Ils sont majoritairement anglophones, mais les francophones sont également nombreux et une proportion non négligeable a une langue maternelle étrangère. La partie québécoise de la RMR attire surtout les migrants qui possèdent une formation collégiale ou d'apprenti, alors que la partie ontarienne attire plus de professionnels dont l'emploi exige une formation plus poussée, souvent universitaire.

Figure 1 : Évolution des migrations interprovinciales en Outaouais, 2006 à 2020



Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (février 2020). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec. Adapté par l'ODO.

UNE PRÉSENCE AUTOCHTONE FORTE SUR LE TERRITOIRE TRANSFRONTALIER

SYNTHÈSE ⁱ

L'Outaouais et l'Est ontarien ont été fondés sur les terres traditionnelles de la nation algonquine, qui est établie depuis des milliers d'années dans la vallée de l'Outaouais sur un vaste territoire à cheval sur la frontière actuelle entre l'Ontario et le Québec. Encore aujourd'hui, les Algonquins ont une vision transfrontalière du territoire dans laquelle la rivière Outaouais occupe une place centrale. Le territoire transfrontalier se démarque de ses provinces respectives pour l'importance des Autochtones dans la composition de la population. Parmi les 11 communautés de la nation algonquine Anishnabe, trois sont situées sur le territoire transfrontalier : la Première Nation de Pikwàkanagàn (Golden Lake), la communauté de Lac-Barrière et Kitigan Zibi Anishinabeg, qui est la plus importante des communautés algonquines au Canada. Gatineau et Ottawa sont également des lieux d'attraction importants pour les autochtones en provenance d'autres villes canadiennes. Plus de la moitié de la population autochtone présente sur le territoire transfrontalier habite dans ces deux grandes villes.

ORIENTATIONS ET PERSPECTIVES DE COLLABORATION TRANSFRONTALIÈRE

Comme les terres algonquines sont situées le long de la rivière des Outaouais, la vision et les activités des Autochtones sont souvent associées au territoire transfrontalier. Diverses collaborations ont émergé au cours des dernières années, comme celle impliquant les réserves autochtones et la Commission de la capitale nationale. Bien que la présence actuelle et passée des Autochtones sur le territoire transfrontalier soit de plus en plus reconnue, beaucoup de chemin reste encore à parcourir pour leur inclusion. En attendant, la forte présence autochtone en Outaouais et dans l'Est ontarien est un atout qui demeure méconnu et peu valorisé et qui pourrait donner lieu à davantage de collaboration transfrontalière.

EN UN COUP D'OEIL

En 2016, 3,7 % de la population du territoire transfrontalier a une identité autochtone, ce qui représente 57 510 personnes : 64 % d'entre elles résident dans l'Est ontarien et 36 % en Outaouais.

L'Outaouais compte une importante présence autochtone sur son territoire, avec 5,5 % de la population (20 690 hab.), comparativement à 2,3 % pour l'ensemble du Québec.

L'Est ontarien se démarque également du reste de sa province avec 3,1 % d'autochtones (36 820 hab.) comparativement à 2,8 % pour l'ensemble de l'Ontario.

En Outaouais tout comme dans l'Est ontarien, les autochtones sont fortement concentrés en milieu urbain. En 2016, la moitié de la population autochtone présente en Outaouais habite à Gatineau (10 420 hab.; 3,8 % de la population) et 63 % des autochtones de l'Est ontarien habitent à Ottawa (22 960; 2,5 % de la population).

Avec 38 115 autochtones, soit 2,9 % de la population, Ottawa-Gatineau se classe au 6e rang des RMR du Canada pour l'importance de sa population autochtone (derrière Winnipeg, Edmonton, Vancouver, Toronto et Calgary). La partie Ottawa de la RMR arrive au 2e rang en Ontario après Toronto, tout comme la partie Gatineau de la RMR se classe au 2e rang au Québec derrière Montréal.

ATOUPS ET OPPORTUNITÉS

- Le territoire transfrontalier se démarque du reste du Québec et de l'Ontario pour l'importance des autochtones dans la composition de la population.
- Ottawa-Gatineau est un pôle majeur d'attraction des autochtones au Canada. Ottawa affiche la troisième plus forte croissance de la population autochtone parmi les villes du Canada.
- La communauté inuite d'Ottawa est la plus importante au Canada en dehors de celle vivant dans le Nord (Ville d'Ottawa, 2010).
- Trois des 11 communautés de la nation algonquine Anishnabe sont situées sur le territoire transfrontalier : la Première Nation de Pikwàkanagàn (Golden Lake), la communauté de Lac-Barrière et Kitigan Zibi Anishinabeg, qui est la plus importante des communautés algonquines au Canada.
- On observe une reconnaissance de plus en plus importante de la présence actuelle et passée des Autochtones sur le territoire transfrontalier.

Collaboration transfrontalière

- Les Algonquins ont une vision transfrontalière du territoire dans laquelle la rivière des Outaouais occupe une place centrale : elle n'est pas considérée comme une frontière, mais plutôt comme un lieu de rencontre et d'échange, et constitue la principale voie de communication et de transport.
- Comme les terres algonquines sont situées le long de la rivière des Outaouais, la vision et les activités des Autochtones sont souvent associées au territoire transfrontalier. Diverses collaborations ont émergé au cours des dernières années, comme celle impliquant les réserves autochtones et la Commission de la capitale nationale.

EN UN COUP D'OEIL

Dans la majorité des MRC et comtés du territoire transfrontalier, le poids des autochtones dans la population totale est élevé. Dans la MRC de la Vallée-de-la-Gatineau, près d'une personne sur quatre est autochtone (4 620 hab.). Ce territoire abrite d'ailleurs deux communautés autochtones (Kitigan Zibi et Lac-Barrière). La MRC de Pontiac se démarque aussi avec 18,1 % de sa population qui est autochtone (2 545 hab.), alors que cette proportion baisse à 4,9 % dans la MRC des Collines.

Dans l'Est ontarien, le comté de Renfrew, qui englobe la communauté algonquine de Pikwakanagan située au sud de la ville de Pembroke, se démarque avec 8,5 % d'autochtones dans sa population (8 460 hab.).

Les Premières Nations forment le groupe le plus nombreux parmi les autochtones du territoire transfrontalier (46,9 %). Elles sont suivies de près par les Métis (45,6 %), tandis que les Inuits ne représentent que 2,6 % de la population autochtone.

FAIBLESSES ET ENJEUX

- La forte présence autochtone en Outaouais et dans l'Est ontarien est un atout qui est encore méconnu et peu valorisé, et qui pourrait donner lieu à davantage de collaboration transfrontalière.
- Il reste encore beaucoup de chemin à parcourir pour l'inclusion des Autochtones.

Pour en savoir plus

Di Gangi, P. (2018). « Territoire algonquin. Le titre de propriété des Premières Nations dans la vallée de l'Outaouais est un problème qui n'est pas encore réglé ». Histoire Canada.

Gaudreault, D. (2011). Amérindiens et Inuits. Portrait des nations autochtones du Québec. 2e édition. Gouvernement du Québec. Secrétariat aux affaires autochtones, 59 p.

Kitigan Zibi Anishinabeg (2020). Kitigan Zibi Anishinabeg Website.

Nation Anishnabe (2017). Le territoire Anishnabe.

Ville d'Ottawa (2010). Portrait de la diversité. Les peuples autochtones. Premières Nations, Inuits et Métis. Optique d'équité et d'inclusion.

En 1857, la reine Victoria a choisi la ville d'Ottawa pour devenir la capitale du Canada en raison de son emplacement à la jonction du Haut-Canada, majoritairement anglophone et protestant, et du Bas-Canada, plutôt francophone et catholique, avec l'intention de renforcer le sentiment d'identité nationale (Ville d'Ottawa, 2019)¹. Un demi-siècle plus tard, cette richesse linguistique sur le territoire transfrontalier est toujours présente, avec une population majoritairement francophone en Outaouais qui cohabite avec une communauté anglophone importante et une population majoritairement anglophone dans l'Est ontarien, mais avec une forte présence des Franco-Ontariens. La cohabitation de ces deux communautés sur le territoire de part et d'autre de la frontière constitue une richesse linguistique et culturelle importante et un symbole de diversité et d'inclusion.² Un des défis pour le territoire est de valoriser davantage cette richesse linguistique et d'en retirer des avantages.

ORIENTATIONS ET PERSPECTIVES DE COLLABORATION TRANSFRONTALIÈRE

Ce patrimoine linguistique facilite les échanges et le maillage entre les deux territoires. De plus, l'Outaouais et l'Est ontarien ont un des plus hauts taux de bilinguisme au pays, ce qui constitue un atout autant pour les affaires et le tourisme que pour le renforcement des liens interprovinciaux entre les deux régions.

EN UN COUP D'OEIL

En 2016, on dénombrait 53 770 anglophones en Outaouais, soit 14,2 % de la population, et il y avait 190 345 francophones dans l'Est ontarien, ce qui représente 16,1 % de la population et la plus forte concentration de francophones en Ontario, où ce groupe linguistique forme 3,7 % de l'ensemble de la population.

Les anglophones sont très présents dans l'ouest du territoire transfrontalier, alors que les communautés francophones dominent dans la portion est du territoire, et ce autant du côté québécois qu'ontarien (voir la carte page suivante).

La population de l'Outaouais est bilingue dans une proportion de 61 % comparativement à 44,5 % pour l'ensemble du Québec. Cet atout est également présent dans l'Est ontarien, où l'on trouve une forte proportion de personnes bilingues (36,4 %) par rapport à l'Ontario (11,2 %).

En Outaouais, l'anglais est beaucoup plus répandu comme langue de travail que dans l'ensemble du Québec, ce qui s'explique surtout par le nombre important de résidents de l'Outaouais qui travaillent en Ontario. Dans l'Est ontarien, 6,7 % des travailleurs utilisent principalement le français au travail, un taux également beaucoup plus élevé que dans l'ensemble de l'Ontario, où il est d'à peine 1,2 %.

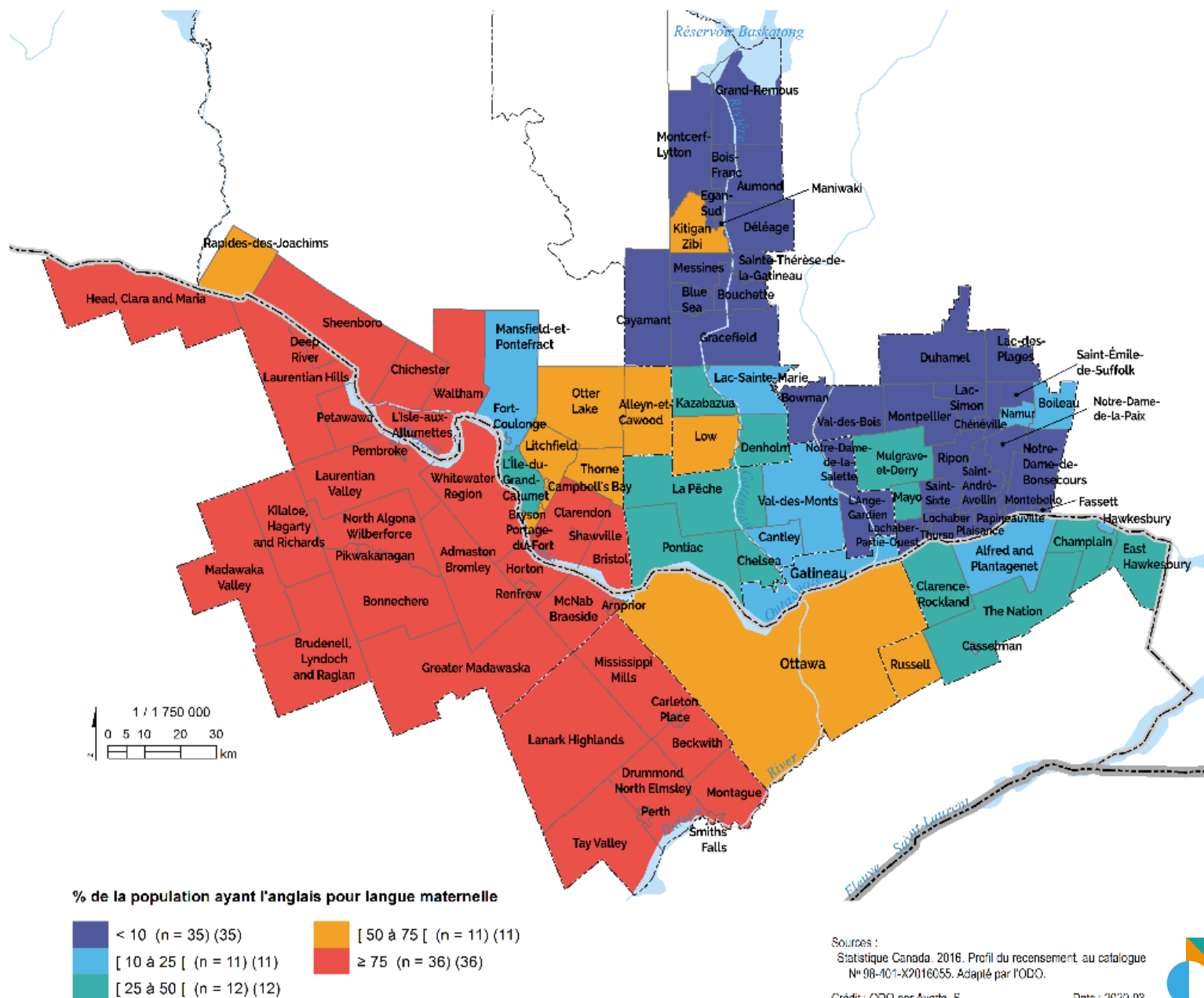
ATOUPS ET OPPORTUNITÉS

- La cohabitation des deux communautés linguistiques d'un côté comme de l'autre de la frontière constitue une richesse linguistique et culturelle importante.
- Le taux élevé de bilinguisme au sein de la population constitue un atout, tant pour les individus que pour les affaires et le tourisme.

FAIBLESSES ET ENJEUX

- Cette richesse linguistique est méconnue et n'est pas suffisamment mise en valeur.
- Il existe des problèmes de cohésion sociale liés à la barrière linguistique et à l'inégalité d'accès aux services pour les communautés minoritaires.

Carte : Pourcentage de la population ayant l'anglais pour langue maternelle en 2016, municipalités sur le territoire transfrontalier



LE TERRITOIRE TRANSFRONTALIER : LIEU STRATÉGIQUE ET PÔLE MAJEUR D'ATTRACTION DES IMMIGRANTS

SYNTHÈSE ⁱ

Le territoire transfrontalier jouit d'une position géographique avantageuse, car il est situé entre les deux plus grandes villes du Canada, soit Toronto et Montréal, qui occupent respectivement les 1er et 3e rangs au pays pour le nombre d'immigrants. En 2016, le territoire transfrontalier comptait 267 185 immigrants, ce qui en fait un des pôles d'attraction majeurs au Canada. En tant que capitale nationale et pôle économique majeur au pays, et compte tenu de son importante communauté immigrante, Ottawa exerce un pouvoir d'attraction considérable sur les immigrants. Située à proximité, la ville de Gatineau tire également bien son épingle du jeu. Néanmoins, les structures et pratiques de gouvernance en matière d'immigration sont différentes pour chaque province, ce qui engendre de nombreux défis. Des collaborations entre les organisations de l'Outaouais et de l'Est ontarien émergent depuis quelques années pour faire face à ces défis et améliorer les services aux immigrants.

ORIENTATIONS ET PERSPECTIVES DE COLLABORATION TRANSFRONTALIÈRE

Le territoire transfrontalier fait face à des enjeux particuliers en matière d'immigration par rapport aux autres villes canadiennes. Les organisations de part et d'autre de la frontière reconnaissent l'importance d'accentuer la concertation et les collaborations pour améliorer l'attractivité et l'accès aux services pour les nouveaux arrivants.

EN UN COUP D'OEIL

On dénombrait 267 185 immigrants sur le territoire transfrontalier en 2016, ce qui représente 16,9 % de la population : 86 % de la population immigrante vit du côté ontarien, comparativement à 14 % en Outaouais.

Avec près d'un résident sur quatre issu de l'immigration, Ottawa se classe au cinquième rang des villes canadiennes et au 2e rang en Ontario pour le plus grand nombre d'immigrants.

La proportion d'immigrants dans la population totale du territoire transfrontalier est en forte croissance. Entre 2006 et 2016, elle est passée de 15,7 % à 16,9 %, avec un apport de 51 475 nouveaux immigrants. À Gatineau, cette croissance est encore plus marquée : de 2006 à 2016, la part d'immigrants du territoire transfrontalier qui vivaient à Gatineau est passée de 9,6 % à 12,7 %.

La très grande majorité (93,7 %) des immigrants sur le territoire transfrontalier résident dans les deux grandes villes (Ottawa et Gatineau).

ATOUTS ET OPPORTUNITÉS

- Ottawa-Gatineau est un pôle majeur d'attraction des immigrants.
- La région occupe une position stratégique à mi-chemin entre les deux plus grandes villes du Canada, soit Toronto et Montréal, qui sont deux grands pôles d'immigration.
- L'immigration a une incidence significative sur l'augmentation de la croissance démographique à Gatineau et Ottawa pour pallier la pénurie de main-d'œuvre et assurer la vitalité des territoires.
- Le bilinguisme du territoire transfrontalier est l'un des atouts relatés par les immigrants pour expliquer leur choix de résidence. À cet égard, la proximité de l'Outaouais, où prédomine la culture francophone, est également bénéfique pour l'Est ontarien.
- Tant l'Outaouais que l'Est ontarien sont reconnus pour leurs pratiques novatrices en matière d'intégration des personnes immigrantes.

Collaboration transfrontalière

- Les Villes de Gatineau et d'Ottawa ainsi que l'ensemble des organisations de part et d'autre de la frontière ont amorcé des démarches pour accentuer les collaborations et améliorer les services aux immigrants.

FAIBLESSES ET ENJEUX

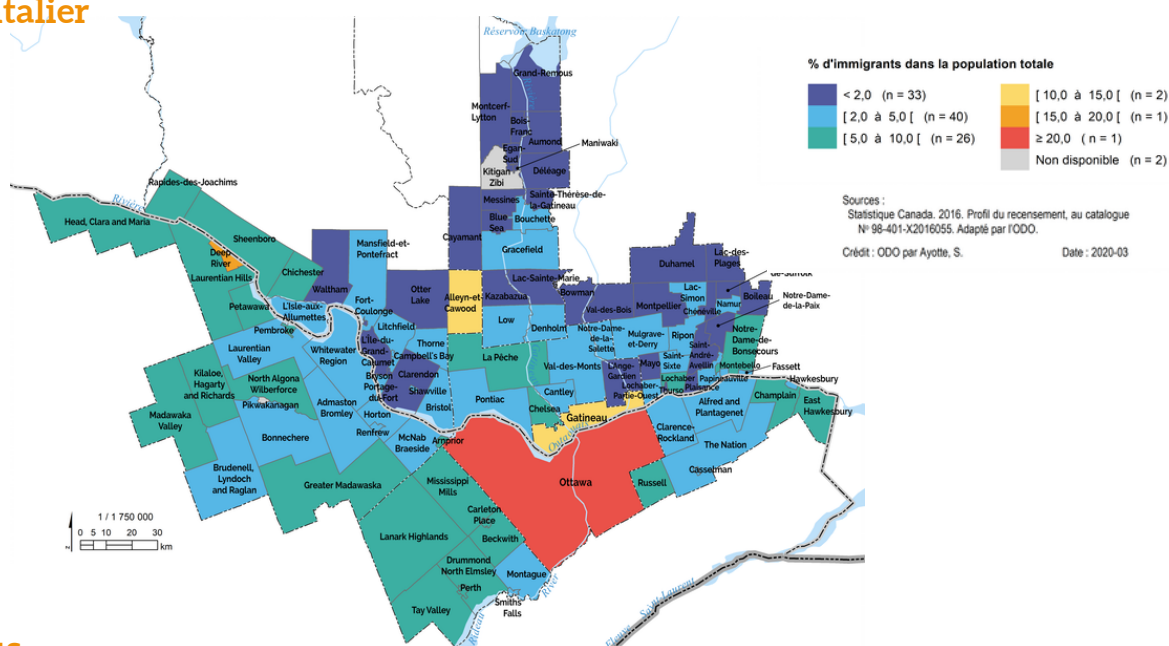
- La proximité d'Ottawa constitue également un défi puisque la capitale exerce une forte attraction sur les immigrants de l'Outaouais et du Québec.
- Tant du côté de l'Est ontarien que de l'Outaouais, les milieux ruraux ou en périphérie des zones urbaines attirent peu les immigrants (voir carte 1).

Réglementations et législation

Les structures et pratiques de gouvernance en matière d'immigration sont différentes pour chaque province. Les immigrants vivant en Ontario n'ont pas accès aux services de l'Outaouais et vice versa, ce qui entraîne divers enjeux (Veronis, 2013) :

- Le manque d'arrimage entre les politiques fédérale et québécoise freine l'attraction des immigrants à Gatineau.
- La méconnaissance des organisations entre elles et l'absence de collaboration de part et d'autre de la frontière fait en sorte qu'il est difficile pour celles-ci d'orienter les immigrants vers les bons services dans leurs provinces respectives.
- Les organisations qui offrent des services d'insertion en emploi doivent limiter le placement des travailleurs à la région même si, dans la réalité transfrontalière, plusieurs personnes résident d'un côté et travaillent de l'autre.
- Les immigrants qui se sont d'abord établis à Ottawa ou dans une autre ville canadienne avant de s'installer en Outaouais n'ont pas accès aux services de francisation qui sont offerts exclusivement aux nouveaux immigrants.
- Dans l'Est ontarien, les services en français sont moins disponibles et de moins bonne qualité, ce qui incite les immigrants qui souhaitent apprendre le français à aller vers Gatineau, où ils ne peuvent obtenir les services.

Carte : Pourcentage d'immigrants dans la population totale en 2016, municipalités sur le territoire transfrontalier



Pour en savoir plus

Gagnon, L. (2020). Immigration. Dans C. Doucet (dir.) État de situation socioéconomique de l'Outaouais et de ses territoires. ODO.
Veronis, L. (2013). The Border and Immigrants in Ottawa-Gatineau: Governance Practices and the (Re)Production of a Dual Canadian Citizenship. *Journal of Borderlands Studies*, 28(2), 257-271. doi: 10.1080/08865655.2013.854658

Avec 726 605 emplois et 712 160 résidents (population active de 15 ans et plus), le territoire transfrontalier est un lieu important pour attirer de la main-d'œuvre. Parmi ces emplois, 81,4 % sont situés dans l'Est ontarien et 18,6 % en Outaouais. La situation globale du marché du travail est favorable en raison d'une croissance soutenue de l'emploi. Cependant, cette vitalité de la main-d'œuvre ne profite pas aux périphéries rurales d'Ottawa-Gatineau, particulièrement en Outaouais, où le vieillissement de la population et les départs massifs à la retraite, les conditions d'emploi moins avantageuses et la décroissance démographique posent des défis pour le recrutement des travailleurs.

ORIENTATIONS ET PERSPECTIVES DE COLLABORATION TRANSFRONTALIÈRE

Il y a une forte interdépendance et complémentarité entre le noyau urbain et les territoires limitrophes. Dans un contexte de concurrence de plus en plus forte entre territoires, l'Outaouais et de l'Est ontarien auraient avantage à mettre leurs atouts en commun pour renforcer leur attractivité et visibilité à l'échelle canadienne et internationale afin d'attirer et de former de la main-d'œuvre. L'accentuation du télétravail offre également l'occasion de parvenir à une répartition des emplois plus équilibrée entre les territoires.

EN UN COUP D'OEIL

En 2016, 851 320 personnes sont actives sur le marché du travail, pour un taux d'activité de 66,4 %. Les taux d'activité de l'Est ontarien (66,5 %) et de l'Outaouais (66 %) sont supérieurs à ceux de l'Ontario (64,7 %) et du Québec (64,1 %).

Entre 2006 et 2016, l'emploi a augmenté plus rapidement sur le territoire transfrontalier (9,0 %; ajout de 65 075 emplois), dans l'Est ontarien (9,5 %) et en Outaouais (7,3 %), qu'au Québec (5,7 %) et en Ontario (7,3 %). Cette croissance est cependant moins forte dans les comtés de Lanark et Renfrew et la MRC de Papineau, tandis que les MRC de la Vallée-de-la-Gatineau et de Pontiac enregistrent une décroissance.

En 2016, le secteur tertiaire fournit de l'emploi à 88,6 % de la main-d'œuvre sur le territoire transfrontalier, soit 89,1 % dans l'Est ontarien et 86,8 % en Outaouais, des proportions largement supérieures à celles de l'Ontario (73,4 %) et du Québec (75,8 %). À l'inverse, les secteurs secondaire (10,2 %) et primaire (1,2 %) sont plus faiblement représentés que dans l'ensemble du Québec ou de l'Ontario.

À Ottawa, on compte 1,2 emploi par résident alors que dans tous les autres territoires, le nombre de résidents en âge de travailler surpasse le nombre d'emplois (voir le tableau 1 de la section intégrale).

ATOUPS ET OPPORTUNITÉS

- Ottawa-Gatineau constitue un important bassin d'emploi qui exerce un pouvoir d'attraction sur la main-d'œuvre.
- La situation globale du marché du travail sur le territoire transfrontalier est favorable en raison d'une croissance soutenue de l'emploi qui a fait chuter le taux de chômage à son niveau le plus bas.

Influence des grands secteurs économiques :

- Services (24,0 %) ¹ : industrie très diversifiée. Les services professionnels, scientifiques et techniques constituent un secteur d'activité particulièrement important dans l'Est ontarien, alors que l'Outaouais se démarque par la proportion élevée de travailleurs dans les services administratifs.
- Administration publique (20,1 %) : caractéristique spécifique du territoire par rapport au Québec et à l'Ontario.
- Enseignement et soins de santé (19,2 %) : secteur qui a connu la plus forte progression entre 2006 et 2016, particulièrement dans l'Est ontarien.
- Commerces (16,2 %) : le commerce de détail est un secteur d'activité très important, tandis que le commerce de gros est moins développé que dans l'ensemble du Québec et de l'Ontario.
- Arts, spectacles, loisirs, hébergement et restauration (8,7 %) : la culture et le tourisme sont deux secteurs majeurs.
- Construction (6,8 %) : l'Outaouais (8,7 %) se démarque face au Québec (6,8 %) et à l'Est ontarien (6,2 %).
- Fabrication (3,8 %) : secteur d'activité très faiblement représenté. Deux industries se démarquent cependant : la fabrication de produits informatiques et électroniques dans l'Est ontarien et la fabrication de produits en bois et de papier en Outaouais.
- Agriculture, foresterie et extraction (2,5 %) : les MRC de l'Outaouais et, dans une moindre mesure, les comtés de l'Est ontarien se caractérisent par un nombre important de travailleurs dans ces domaines.

EN UN COUP D'OEIL

Les petits pôles d'emploi du territoire transfrontalier sont surtout concentrés dans l'Est ontarien : Petawawa (8 255 emplois – 3e rang) et Pembroke (7 935 emplois – 4e rang) dans le comté de Renfrew; La Nation (6 490 emplois – 5e rang) et Hawkesbury (5 270 emplois – 6e rang) dans Prescott et Russell; Perth (5 110 emplois – 7e rang) et Smiths Falls (4 780 emplois – 8e rang) dans Lanark.

Après Gatineau, Maniwaki (3 380 emplois – 13e rang), dans la Vallée-de-la-Gatineau, est le 2e pôle d'emploi en importance en Outaouais. Viennent ensuite Chelsea (2 090 emplois – 20e rang) et La Pêche (1 970 emplois – 21e rang) dans les Collines-de-l'Outaouais, puis Saint-André-Avellin (1 465 emplois – 24e rang) et Papineauville (1 140 emplois – 27e rang) dans la MRC de Papineau. Shawville (1 140 emplois – 28e rang) est le principal pôle d'emploi dans la MRC de Pontiac.

FAIBLESSES ET ENJEUX

- Le dynamisme de la main-d'œuvre et de l'emploi est principalement attribuable à Ottawa et Gatineau. Il n'y a pas d'autres pôles de plus de 10 000 emplois sur le territoire transfrontalier.
- Avec le vieillissement de la population et les départs massifs à la retraite, la rareté de main-d'œuvre frappe durement certains territoires et certaines industries.

Pour en savoir plus

Gagnon, L. et Jacob Gagné-Montcalm (2020). Emploi et main-d'œuvre. Dans C. Doucet (dir.), État de situation socioéconomique de l'Outaouais et de ses territoires — 2020, ODO.

Statistique Canada (2016). Recensement de la population de 2016, produit numéro 98-401-X2016055 au catalogue ; produit numéro 98-400-X2016391 au catalogue ; produit numéro 94-581-XCB2006001 au catalogue.

¹ Les pourcentages présentés représentent la part de la population active qui travaille dans ce secteur.

LE NAVETTAGE ET LES DÉPLACEMENTS TRANSFRONTALIERS : UNE CARACTÉRISTIQUE UNIQUE DE L'OUTAOUAIS ET DE L'EST ONTARIEN

SYNTHÈSE ⁱ

Au Québec et en Ontario, bon nombre de travailleurs occupent un emploi dans une municipalité différente de leur domicile. Mais ce qui singularise les dynamiques sur le territoire transfrontalier, c'est que des milliers de personnes traversent la frontière provinciale quotidiennement pour travailler ou encore pour différents motifs (éducation, santé, villégiature, commerces et services, etc.), ce qui témoigne des liens étroits entre l'Outaouais et l'Est ontarien. Afin d'avoir un meilleur portrait de ces déplacements, un comité transfrontalier (Trans Committee) composé d'organisations de part et d'autre de la frontière (ministères des Transports de l'Ontario et du Québec, Commission de la capitale nationale, Villes d'Ottawa et de Gatineau, OC Transpo et Société de transport de l'Outaouais) a été créé en 1979. Il s'agit d'une expérience pionnière dans les collaborations transfrontalières.

ORIENTATIONS ET PERSPECTIVES DE COLLABORATION TRANSFRONTALIÈRE

Au Québec comme dans la majorité des pays industrialisés, les travailleurs occupent un emploi de plus en plus éloigné de leur domicile. Les lieux de travail et de résidence, autrefois liés par leur proximité, sont maintenant complètement dissociés. L'essor des pratiques de télétravail engendré par la pandémie de 2020 est également venu chambouler les habitudes de navettage et les déplacements. Tout porte à croire que cette pratique perdurera sous différentes formes au-delà de la crise, ce qui entraînera du même coup des enjeux, mais également des opportunités pour nos territoires.

EN UN COUP D'OEIL

83 % des Québécois qui occupent un emploi dans une autre province habitent en Outaouais et 62,5 % des Ontariens qui travaillent dans une autre province vivent dans l'Est ontarien.

En Outaouais, les travailleurs transfrontaliers forment 34,4 % (54 150 travailleurs) de la population active occupée, comparativement à 4,1 % (20 530 travailleurs) dans l'Est ontarien. En général, un taux de navettage de 30 % et plus entre deux lieux indique une interdépendance. Entre 2006 et 2016, le nombre et la proportion de navetteurs transfrontaliers ont diminué en Outaouais et augmenté dans l'Est ontarien.

On distingue deux zones d'influence en ce qui concerne les déplacements transfrontaliers : 1) les municipalités à l'extrême ouest du territoire de la MRC de Pontiac et 2) la ville de Gatineau et les municipalités limitrophes (voir carte page suivante).

Le navettage domicile-travail ne concerne qu'une fraction de la population (les travailleurs) et des déplacements. Pour une journée type d'automne, on estime qu'il y a 3 110 300 déplacements dans la région de la capitale nationale, soit 2 401 800 à Ottawa (77,2 %) et 708 300 à Gatineau (TRANS Committee, 2011).

En 2016, la majorité (75 %) de la population active habitant sur le territoire transfrontalier utilisait la voiture comme moyen de transport, comparativement à 74 % en 2006. Toutefois, puisque la population active est en hausse, le nombre de travailleurs qui se déplacent en voiture a augmenté de façon notable.

Sur le territoire transfrontalier, 16 % des travailleurs utilisent le transport en commun, soit 13 % en Outaouais et 17 % dans l'Est ontarien. Ces chiffres sont fortement influencés par le noyau urbain, qui dispose d'importants réseaux de transport en commun (la STO et OC Transpo).

ATOUPS ET OPPORTUNITÉS

- La proximité de l'Est ontarien a des retombées importantes sur l'économie locale de plusieurs municipalités de l'Outaouais en procurant des emplois qui génèrent en retour des revenus. À l'inverse, la proximité de l'Outaouais permet aux municipalités de l'Est ontarien de combler les emplois.
- En été, 10 244 ménages ontariens franchissent la frontière pour profiter de leur résidence secondaire en Outaouais.
- L'intérêt des populations à s'installer dans des municipalités de plus en plus éloignées favorise un meilleur équilibre dans l'occupation et la vitalité des territoires.

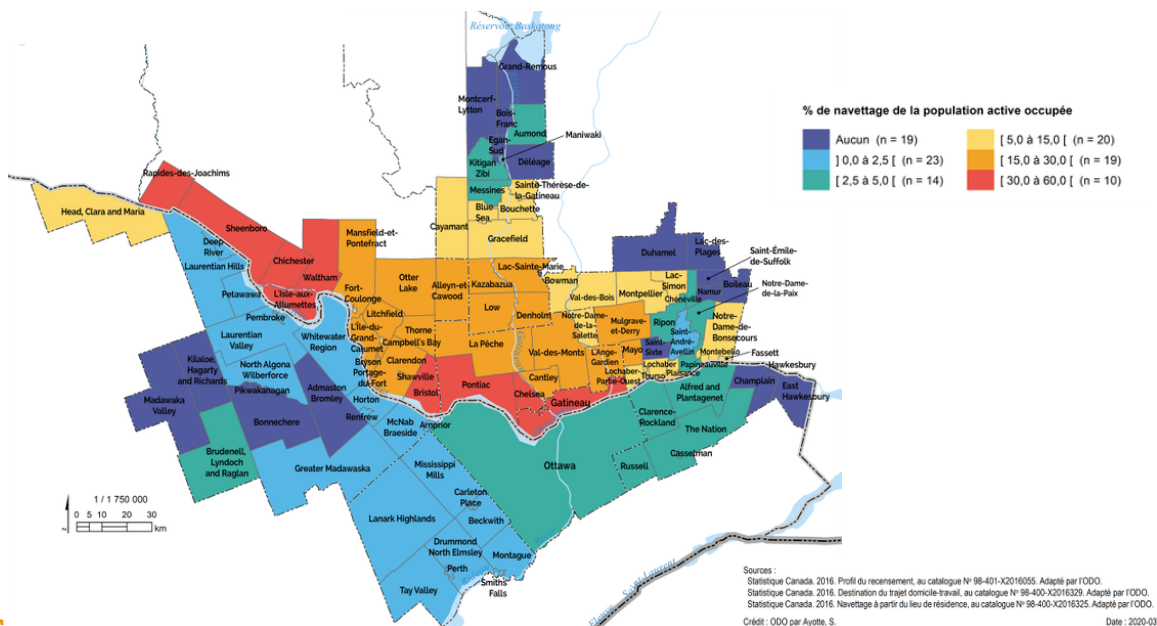
Collaboration transfrontalière

- Fondé en 1979 pour coordonner les efforts des principales agences de planification des transports (les ministères des Transports de l'Ontario et du Québec, la Commission de la capitale nationale, les Villes d'Ottawa et de Gatineau, OC Transpo et la Société de transport de l'Outaouais), le Comité Trans (Trans Committee) est l'une des premières initiatives de coopération transfrontalière sur le territoire.

FAIBLESSES ET ENJEUX

- Certaines municipalités de l'Outaouais vivent une situation de dépendance en raison de la grande proportion de travailleurs qui tirent leurs revenus d'un emploi situé hors de la région et de la province.
- De nombreux étudiants de l'Outaouais (environ 6 500) traversent la frontière pour fréquenter les établissements postsecondaires de l'Ontario.
- Entre 2006 et 2017, c'est environ 139 000 patients de l'Outaouais qui sont allés se faire soigner chaque année dans un établissement de santé situé dans l'Est ontarien.
- L'absence de transport en commun en milieu rural est un enjeu majeur. Des projets sont en cours.
- La croissance de la population active et l'éloignement plus important entre le domicile et le lieu de travail, qui augmente les déplacements en durée et en distance parcourue, entraînent divers enjeux : la motorisation massive des ménages, l'étalement urbain, l'expansion du réseau routier et des services publics, l'augmentation de la congestion routière, la hausse des émissions de GES et les impacts sur le climat, l'augmentation du stress quotidien et la difficulté de conciliation travail-famille.
- Il existe peu d'informations au sujet des fuites commerciales sur le territoire transfrontalier et de leur ampleur dans certains territoires, comme la MRC de Pontiac.

Carte : Pourcentage de navetteurs dont le lieu d'emploi est de l'autre côté de la frontière, par municipalité sur le territoire transfrontalier, 2016



Pour en savoir plus

Doucet, C. (2020). [Navetage et déplacements](#). État de situation socioéconomique. ODO.

Doucet, C. en coll avec M. Charron (2021). [Les défis et opportunités générés par l'essor du télétravail en Outaouais](#). Bulletin l'Outaouais sous la loupe, ODO.

Trans Committee. [Les enquêtes origine-destination](#).

UN POTENTIEL ÉLEVÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES SUR LE TERRITOIRE TRANSFRONTALIER

SYNTHÈSEⁱ

Le territoire transfrontalier offre un environnement particulièrement propice au développement des entreprises. L'écosystème dynamique qui soutient l'entrepreneuriat, la qualité de vie exceptionnelle, la présence de réseaux de recherche et la forte concentration de décideurs sont des atouts mis de l'avant dans les stratégies pour attirer des entreprises et des investissements. Le marché, avec une masse critique de consommateurs (1,5 million), favorise aussi le développement d'une gamme diversifiée de biens et de services. Ce marché d'exportation en circuit court, les liens tissés entre les organisations et les entrepreneurs de l'Outaouais et de l'Est ontarien, et le patrimoine linguistique positionnent le territoire comme une porte d'entrée stratégique du commerce interprovincial entre le Québec et l'Ontario. Qui plus est, la région d'Ottawa-Gatineau, de par sa situation géographique, pourrait se positionner comme faisant partie d'une mégalopole formée de Montréal et Toronto, soit le plus important corridor stratégique au Canada et l'une des principales zones économiques en Amérique du Nord pour le commerce international (Miguel, 2021). Cependant, malgré l'adoption d'ententes interprovinciales pour harmoniser la réglementation, plusieurs barrières continuent de freiner la mobilité des biens et des personnes entre les provinces. Le manque de connaissances sur les impacts de ces barrières et les retombées engendrées par leur suppression soulève certaines craintes dans le milieu concernant la rétention de la main-d'œuvre et les fuites commerciales.

ORIENTATIONS ET PERSPECTIVES DE COLLABORATION TRANSFRONTALIÈRE

Dans le domaine de l'entrepreneuriat, les initiatives de collaboration transfrontalière sont nombreuses. La plus ancienne est le Regroupement des gens d'affaires de la capitale nationale, une chambre de commerce transfrontalière unique née en 1984 d'un besoin de rapprocher les milieux économiques de part et d'autre de la frontière. Par l'entremise d'Alliance GO (Gatineau-Ottawa), elle collabore avec la Chambre de commerce de Gatineau et celle d'Ottawa (Ottawa Board of Trade) pour arrimer les priorités en développement économique. Les échanges sur des dossiers spécifiques se sont accentués entre les partenaires économiques d'Ottawa et de Gatineau depuis qu'ils ont présenté un dossier conjoint pour accueillir le 2^e siège social d'Amazon en 2017. La poursuite des collaborations avec Ottawa et l'atténuation des contraintes associées à la réglementation pour favoriser la création d'entreprises et le développement économique à Gatineau font partie des priorités du Secrétariat au développement économique de la Ville de Gatineau. La pandémie est également venue révéler l'importance de consolider les réseaux commerciaux interprovinciaux pour s'approvisionner.

EN UN COUP D'OEIL

Les travailleurs autonomes

On compte 88 695 travailleurs autonomes sur le territoire transfrontalier, soit 10,7 % de la population active. Cette proportion, similaire en Outaouais (11 %) et dans l'Est ontarien (10,6 %), est un peu plus faible qu'au Québec (11,8 %) et en Ontario (11,8 %).

Les proportions de travailleurs autonomes sont plus élevées dans les territoires ruraux : Papineau (17,2 %), Collines-de-l'Outaouais (15,8 %), Vallée-de-la-Gatineau (15,2 %), Pontiac (14,9 %), Lanark (14 %), Prescott et Russell (11,8 %) et Renfrew (10,8 %).

Bien que les travailleurs autonomes soient proportionnellement moins nombreux à Gatineau (9,3 %) et à Ottawa (10,2 %), ils sont majoritairement concentrés dans ces villes, soit 13 615 à Gatineau et 50 965.

Sur le territoire transfrontalier, particulièrement en milieux urbains et périurbains, les travailleurs autonomes travaillent principalement dans les services professionnels, scientifiques et techniques (20,2 %), les soins de santé et assistance sociale (14,2 %) et la construction (13,9 %).

Dans les territoires ruraux, les trois secteurs affichant les plus fortes proportions de travailleurs autonomes sont l'agriculture et la foresterie, la construction, ainsi que les services personnels et de réparation.

Le commerce interprovincial

Dans les territoires ruraux, les trois secteurs affichant les plus fortes proportions de travailleurs autonomes sont l'agriculture et la foresterie, la construction, ainsi que les services personnels et de réparation.

ATOUPS ET OPPORTUNITÉS

Environnement propice au développement des entreprises

- Marché d'exportation avec un bassin de consommateurs de 1,5 million en circuit court;
- Porte d'entrée stratégique du commerce interprovincial entre le Québec et l'Ontario;
- Au centre du plus important corridor commercial au Canada et principale zone économique en Amérique du Nord;
- Écosystème qui soutient l'entrepreneuriat et les entreprises;
- Vitalité de l'entrepreneuriat collectif des deux côtés de la rivière;
- Forte croissance de la population et accès à une main-d'œuvre scolarisée, bilingue et parfois multilingue;
- Qualité de vie exceptionnelle avec la nature en ville et la proximité des grands espaces naturels sauvages;
- Présence de réseaux de recherche universitaire et de 65 laboratoires de recherche au fédéral;
- Forte concentration de décideurs : 130 ambassades, consulats et hauts-commissariats.

Des avancées dans l'harmonisation de la réglementation entre les provinces

- Adoption d'ententes et augmentation d'accords de conciliation entre les provinces (FCEI, 2021). Ex. : Accord de libre-échange canadien (ALEC) et Accord de commerce et de coopération entre le Québec et l'Ontario (ACCQO).
- Allègement réglementaire et administratif prioritaire pour les gouvernements ontarien et québécois (FCEI, 2021).

Accentuation des collaborations transfrontalières

- Le Regroupement des gens d'affaires de la capitale nationale est une chambre de commerce à cheval sur la frontière.
- Dans les stratégies d'attractivité, la proximité de la ville voisine est de plus en plus vue comme un avantage.
- En 2017, une mission économique de Gatineau s'est rendue à Ottawa pour établir des partenariats.
- Ottawa et Gatineau ont présenté un dossier conjoint pour accueillir le 2e siège social d'Amazon en 2017.
- La poursuite des collaborations avec Ottawa et l'atténuation des contraintes associées à la réglementation sont parmi les priorités du Secrétariat au développement économique de la Ville de Gatineau.

FAIBLESSES ET ENJEUX

- Il y a peu de données disponibles sur les entreprises.

Barrières commerciales

- En coopération interprovinciale, le Québec se classe au dernier rang des provinces (2,8 sur 10; note de F) alors que l'Ontario arrive au 6e rang (6,8; note de C+) (FCEI, 2021). Les impacts sont majeurs sur le territoire transfrontalier.
- Parmi les provinces canadiennes, le Québec a le plus grand nombre d'exceptions à l'Accord de libre-échange canadien, soit 35. L'Ontario arrive au 3e rang avec 21 exceptions.
- Les disparités réglementaires entraînent des coûts supplémentaires, des retards et une lourdeur bureaucratique.
- L'Ontario a aboli les frais d'inscription pour les entreprises d'autres provinces. Au Québec, ces frais sont seulement éliminés en partie par l'entremise d'accords avec l'Ontario (FCEI, 2021).
- Méconnaissance des barrières commerciales entre l'Outaouais et l'Est ontarien et difficulté d'évaluer ces impacts.

Pour en savoir plus

Fédération canadienne de l'entreprise indépendante - FCEI (2021). [Paperasserie : Bulletin des provinces 2021](#), 38 p.

Gagnon, L. (2020). [L'entrepreneuriat privé et collectif](#). Observatoire du développement de l'Outaouais.

Miguelez, A. (2021). [Allocution lors du lancement du projet sur la frontière](#), ODO. 30 septembre 2021.

Ville de Gatineau (2021). [Plan stratégique de développement économique de la ville de Gatineau 2021-2026](#). 24 p.



L'AGRICULTURE ET L'AGROALIMENTAIRE : UN CRÉNEAU À FORT POTENTIEL SUR LE TERRITOIRE TRANSFRONTALIER

SYNTHÈSEⁱ

Le territoire transfrontalier se distingue par son accès à un marché d'exportation d'envergure en circuit court avec une masse critique de consommateurs pour le développement de produits agroalimentaires variés. L'Est ontarien se démarque pour l'importance de son capital agricole, la taille de ses entreprises agricoles et ses entreprises de transformation agroalimentaire sophistiquées, alors que l'Outaouais se différencie grâce au prix concurrentiel de ses terres ainsi qu'à l'essor des agrotransformateurs¹ et de la commercialisation directe. L'offre de produits agroalimentaires provenant de l'Outaouais est en hausse dans l'Est ontarien pour répondre à la demande, et des liens commerciaux se tissent entre les partenaires de part et d'autre de la frontière. Même si l'élevage est l'une des principales productions agricoles sur le territoire transfrontalier, la difficulté d'accès à un abattoir fédéral, essentiel pour vendre la viande de l'autre côté de la frontière, demeure un frein important pour le développement des entreprises.

EN UN COUP D'OEIL

On dénombre 4 741 entreprises agricoles : 22 % en Outaouais et 78 % dans l'Est ontarien, une proportion comparable à la répartition de la population (24 % et 76 %).

Capital agricole (valeur marchande) de 8,8 milliards de dollars.

Quatre principales productions : l'élevage de bovins de boucherie, la culture du foin, la culture des plantes oléagineuses et céréales et la production laitière.

46 % des producteurs agricoles en Outaouais ont l'anglais comme langue de correspondance comparativement à 5 % au Québec (MAPAQ, 2014b). Selon l'Union des cultivateurs Franco-Ontariens, près de 2 000 fermes en Ontario sont la propriété de Franco-ontariens.

ORIENTATIONS ET PERSPECTIVES DE COLLABORATION TRANSFRONTALIÈRE

L'Outaouais et l'Est ontarien présentent des complémentarités mutuellement avantageuses dans le secteur agricole et agroalimentaire. En Ontario, la relève agricole est à la recherche de terres, tandis que l'Outaouais offre des terres agricoles à un coût compétitif et des conditions propices au démarrage de nouvelles entreprises. De plus, les entreprises de l'Outaouais vendent des produits prisés par les Ontariens. Cette complémentarité peut favoriser des maillages entre les entreprises et créer des opportunités de développer le secteur agricole et agroalimentaire dans une perspective transfrontalière.

ATOUS ET OPPORTUNITÉS

- Secteur économique prioritaire pour de nombreuses organisations et pour plusieurs territoires. La présence d'acteurs diversifiés qui soutiennent et financent la filière agroalimentaire crée des conditions propices au développement.
- Important marché de plus de 1,5 million de consommateurs de plus en plus sensibilisés à l'achat de proximité, avec une hausse de la demande pour les produits locaux, de spécialité et biologiques qui génère des opportunités importantes pour le développement agricole.
- Bien que peu valorisés, les produits alimentaires généralement associés à la culture francophone apportent une valeur ajoutée sur le territoire transfrontalier. Ces produits sont non seulement prisés par les consommateurs, mais également dans le secteur de la restauration et de l'hôtellerie.
- En 2020, le prix d'une terre agricole en Outaouais était beaucoup plus abordable (3 400 \$/acre) que dans l'Est ontarien (8 700 \$ l'acre) (Financement agricole Canada, 2021).

Collaboration transfrontalière : Accentuation des liens commerciaux entre l'Outaouais et l'Ontario pour répondre à la demande

- L'organisation « Savourez Ottawa », qui encourage les consommateurs et entreprises à privilégier les aliments produits à Ottawa et dans les environs, compte plusieurs entreprises agroalimentaires de l'Outaouais parmi ses fournisseurs. Le Marché de l'Outaouais est également ouvert aux entreprises ontariennes à proximité.
- La Table agroalimentaire de l'Outaouais a créé des liens avec les organisations de l'autre rive pour faciliter l'implantation des entreprises sur ce marché; plusieurs producteurs agricoles et transformateurs de l'Outaouais sont maintenant présents dans les marchés publics ontariens et dans certains événements.
- De nombreux Ontariens fréquentent les marchés publics de l'Outaouais.
- La Foire gourmande Outaouais-Est ontarien est une expérience pionnière qui s'est déroulée de 2010 à 2014 et qui a permis de mettre en valeur les produits agroalimentaires régionaux auprès du grand public à travers un rapprochement entre les producteurs, transformateurs et chefs de l'Est ontarien et de l'Outaouais.

FAIBLESSES ET ENJEUX

- Le potentiel agricole et agroalimentaire du territoire transfrontalier est méconnu.
- Les démarches de commercialisation directe et la transformation sont encore principalement réalisées à petite échelle, et de façon isolée, en Outaouais.

Réglementations et législation

- Le développement de certaines productions spécifiques est freiné par l'absence d'uniformisation des réglementations entre le Québec et l'Ontario. C'est le cas notamment des entreprises de produits carnés (entreprises spécialisées dans l'élevage et qui sont très nombreuses dans le territoire transfrontalier), des entreprises de transformation agroalimentaire qui mettent en marché des viandes ou des produits transformés et des entreprises vinicoles, qui sont en croissance.
- Cette problématique a fait l'objet de revendications de la part de divers acteurs qui demandent une harmonisation des normes et de la réglementation en matière de sécurité alimentaire pour favoriser le commerce interprovincial. Cet enjeu est souligné dans les cinq Plans de développement de la zone agricole (PDZA) de l'Outaouais.
- La réglementation dans le domaine agricole ne permet pas aux exploitants d'utiliser certains services de la province voisine (les services vétérinaires, par exemple).

Pour en savoir plus

Financement agricole Canada (2021). [Rapport - Valeur des terres agricoles 2020 de FAC](#).

MAPAQ (2020). [Portrait bioalimentaire de l'Outaouais 2020 \(quebec.ca\)](#).

ODO (2020). [L'activité agricole et agroalimentaire. État de situation socio-économique de l'Outaouais et de ses territoires](#).

L'industrie forestière est un pilier important de l'économie sur le territoire transfrontalier, en particulier pour les territoires ruraux, qui se démarquent par une abondance de ressources et une main-d'œuvre expérimentée. Cette filière regroupe non seulement les travailleurs dans les scieries et les usines de pâte à papier, mais également ceux qui œuvrent en amont dans les activités de soutien à la foresterie et à l'exploitation forestière ainsi que ceux en aval, dans la fabrication de produits en bois et en papier. L'abondance et la proximité de la forêt, lieu de nombreuses activités récréatives et touristiques, constitue également un facteur de qualité de vie sur le territoire.

ORIENTATIONS ET PERSPECTIVES

Le positionnement géographique de l'Outaouais et de l'Est ontarien, au confluent des deux provinces et à proximité de Toronto, crée des opportunités importantes pour le commerce interprovincial et le développement de créneaux spécifiques dans les secteurs de la 2e et 3e transformation. Les constructions préfabriquées et la production de bioénergie à partir du bois offrent un potentiel de développement important. Par la mise en valeur du bois en tant que matériau noble et durable, cette industrie est aussi source d'innovation, apporte des solutions aux enjeux environnementaux et contribue à la diversification de l'économie.

EN UN COUP D'OEIL

Sur le territoire transfrontalier, la filière de l'industrie forestière compte 4 975 travailleurs qui représentent 0,6 % de l'ensemble des industries. Parmi ces travailleurs, 60,7 % habitent en Outaouais et 39,3 % résident dans l'Est ontarien. La part occupée par cette industrie est plus importante en Outaouais (1,5 %) que dans l'Est ontarien (0,3 %), un écart entre les deux régions qui correspond à celui observé entre leurs provinces respectives (Québec : 1,6 %; Ontario : 0,6 %).

Le quart des travailleurs de l'industrie forestière sur le territoire transfrontalier (25,6 %, soit 1 115 travailleurs) occupent un emploi dans le secteur des pâtes et papiers. Ce secteur est particulièrement important en Outaouais (36,9 % de la main-d'œuvre), alors que le secteur le plus représenté dans l'Est ontarien est celui de la fabrication d'autres produits en bois, qui occupe 22,8 % de la main-d'œuvre.

L'industrie forestière est un créneau important dans les MRC de la Vallée-de-la-Gatineau (7,8 %), de Papineau (6,0 %) et de Pontiac (3,7 %), alors qu'elle fournit de l'emploi à seulement 1,3 % et 0,8 % des travailleurs de Gatineau et de la MRC des Collines respectivement.

Dans l'Est ontarien, l'industrie forestière est surtout présente dans le comté de Renfrew, où elle fournit de l'emploi à 815 travailleurs, ce qui représente 1,6 % de l'ensemble des travailleurs. En comparaison, cette proportion varie entre 0,1 % et 0,8 % dans les autres comtés et la ville d'Ottawa.

Entre 2005 et 2018, le nombre d'usines de transformation du bois en Outaouais est passé de 35 à 22. Les MRC rurales, où se situent la majorité des usines de bois de sciage, sont celles qui sont le plus affectées par les fermetures d'usines et les pertes d'emplois dans le secteur de la foresterie.

ATOUTS ET OPPORTUNITÉS

- L'Industrie forestière est un pilier important de l'économie sur le territoire transfrontalier, en particulier pour les milieux ruraux, qui se démarquent par une abondance de ressources et une main-d'œuvre expérimentée.
- Grâce à ses grands espaces verts et à son vaste couvert forestier, le territoire transfrontalier est reconnu pour offrir une qualité de vie exceptionnelle.
- L'industrie forestière est appelée à jouer un rôle de plus en plus important dans la lutte au changement climatique.
- La présence de l'Institut des Sciences de la Forêt Tempérée (ISFORT) est un atout important pour l'industrie en termes d'innovation et de R&D.
- Une cellule d'intervention sur la vitalité de l'industrie forestière de l'Outaouais et des Laurentides a été créée en 2019 par le gouvernement du Québec, avec le mandat de trouver des solutions innovantes et structurantes pour permettre à l'industrie de s'adapter à un environnement d'affaires en évolution et fortement concurrentiel. Cette cellule en est à son second mandat (Cellule Outaouais-Laurentides, 2020).

Collaborations transfrontalières:

- Pour contrer l'enjeu d'approvisionnement du bois, la compagnie Planchers Lauzon a saisi l'opportunité offerte par la proximité de l'Est ontarien pour conclure une entente avec le ministère des Richesses naturelles et des Forêts de l'Ontario en 2019 dans le but de récolter le surplus de bois ontarien (Gagnon et Gagné-Montcalm, 2020).
- La proximité du marché de Gatineau-Ottawa offre une masse critique de consommateurs suffisamment forte (1,6 million sur le territoire transfrontalier) pour le développement de produits en bois et en papier (Collectif Bois, 2020).
- Le positionnement géographique de l'Outaouais et de l'Est ontarien au confluent des deux provinces et à proximité de Toronto crée également des opportunités importantes pour le commerce interprovincial et le développement de créneaux spécifiques dans la 2e et la 3e transformation, dont la construction préfabriquée et la bioénergie (Collectif Bois, 2020; 2021).

FAIBLESSES ET ENJEUX

- La pénurie de main-d'œuvre est particulièrement criante dans les milieux ruraux.
- Dans les dernières années, plusieurs fermetures d'usines ont entraîné des pertes d'emplois dans le secteur de la foresterie.
- En Outaouais, les modes de production traditionnels, dont on peine à s'éloigner, sont en baisse. Il se fait encore peu de deuxième et troisième transformation du bois (Gagnon et Gagné-Montcalm, 2020).

Pour en savoir plus

Cellule Outaouais-Laurentides. (2020, décembre). [Second mandat de la cellule d'intervention sur la vitalité de l'industrie forestière de l'Outaouais et des Laurentides.](#)

Collectif Bois (2021). [Site Web.](#)

Collectif Bois. (2020). [Le créneau d'excellence Collectif Bois. Plan stratégique 2019–2024](#)

Gagnon, L. et I. Gagné-Montcalm (2020). [Construction.](#) Dans C. Doucet (dir.), État de situation socioéconomique de l'Outaouais et de ses territoires – 2020, ODO.



L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION : UN PILIER MAJEUR SUR LE TERRITOIRE TRANSFRONTALIER QUI A FAIT L'OBJET D'UNE ENTENTE HISTORIQUE POUR FACILITER LA MOBILITÉ DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET DES ENTREPRENEURS

SYNTHÈSEⁱ

Le secteur de la construction est un pilier économique important et aux nombreuses retombées pour le territoire transfrontalier. Dans ce domaine, les territoires ruraux se démarquent nettement avec une forte proportion de travailleurs et d'entreprises en construction dans l'économie locale. En 2006, les gouvernements du Québec et de l'Ontario ont signé une Entente sur la mobilité de la main-d'œuvre et la reconnaissance de la qualification professionnelle, des compétences et des expériences de travail dans l'industrie de la construction. Bien que certains enjeux persistent, cette entente a apporté des solutions concrètes aux restrictions qui empêchaient les entrepreneurs et les travailleurs québécois d'avoir accès aux contrats de construction et aux emplois sur les chantiers de l'Ontario, et vice versa. Cette problématique, qui affectait particulièrement l'Outaouais et l'Est ontarien, faisait l'objet d'une mésentente entre les deux provinces depuis 1978.

PERSPECTIVES

Le secteur de la construction est particulièrement sensible aux fluctuations économiques. Par exemple, une période d'expansion économique ou une croissance démographique entrainera la création d'emplois et de nouveaux investissements dans ce secteur. Par ailleurs, l'industrie de la construction n'échappe pas à l'enjeu de rareté de la main-d'œuvre, qui s'annonce criante dans certains corps de métier au cours des années à venir et qui pourrait avoir un impact sur les prévisions de croissance du secteur. L'évolution de cette industrie est également influencée par les nouvelles tendances démographiques et sociétales, en particulier dans le domaine de la construction résidentielle.

EN UN COUP D'OEIL

En 2016, 56 405 personnes occupent un emploi dans la filière de la construction sur le territoire transfrontalier, ce qui représente 6,8 % de l'ensemble des travailleurs. Un peu moins du tiers de ces travailleurs (30,6 %) résident en Outaouais et 69,4 % résident dans l'Est ontarien.

La proportion de travailleurs dans le secteur de la construction est plus élevée en Outaouais (8,7 %) que dans l'Est ontarien (6,2 %). Cette main-d'œuvre est surtout concentrée dans les territoires ruraux. C'est la MRC de Pontiac qui affiche la plus forte proportion de travailleurs dans ce domaine sur le territoire transfrontalier avec 14,7 %. Viennent ensuite, dans l'ordre, la MRC de Pontiac (12,6 %), la MRC des Collines et le comté de Lanark (11,9 %), les comtés de Prescott et Russell (11,3 %) et de Renfrew (10,6 %), et les MRC de la Vallée-de-la-Gatineau (10,3 %) et de Papineau (10,2 %).

En milieu urbain, la proportion de travailleurs de la construction est plus faible, soit 7,5 % à Gatineau et 4,9 % à Ottawa.

Parmi les 88 705 travailleurs autonomes sur le territoire transfrontalier, 12 275 (13,8 %) travaillent dans le domaine de la construction. En Outaouais, cette proportion est nettement supérieure, à 16,6 %, et dépasse largement celle enregistrée pour l'ensemble du Québec, soit 10,5 %. Dans l'Est ontarien, les travailleurs autonomes forment 12,9 % de la main-d'œuvre du secteur de la construction, par rapport à 14,2 % pour la province de l'Ontario.

ATOUTS ET OPPORTUNITÉS

- L'industrie de la construction joue un rôle économique majeur sur le territoire transfrontalier, plus particulièrement en Outaouais ainsi que dans les territoires ruraux.
- La forte proportion de travailleurs autonomes qui œuvrent dans la construction, notamment dans les territoires ruraux, démontre l'importance de ce secteur pour l'économie locale.

EN UN COUP D'OEIL

L'industrie de la construction sur le territoire transfrontalier repose sur trois principaux créneaux, soit la construction résidentielle (23,2 % de la main-d'œuvre), les entrepreneurs en installations d'équipements techniques (22,0 %) et les entrepreneurs en travaux de finition de bâtiments (15,9 %). Ces trois catégories occupent plus de la moitié des travailleurs dans l'industrie de la construction (61,1 %), qui regroupe 13 sous-secteurs.

Collaboration transfrontalière :

En 2006, les gouvernements du Québec et de l'Ontario ont signé une Entente sur la mobilité de la main-d'œuvre et la reconnaissance de la qualification professionnelle, des compétences et des expériences de travail dans l'industrie de la construction. Cette entente, qualifiée d'historique, a permis de concilier les systèmes de qualification des deux provinces, d'accentuer l'accessibilité des chantiers de construction et de favoriser une meilleure mobilité des entrepreneurs et des travailleurs de l'industrie de la construction (Gouvernement du Québec et Gouvernement de l'Ontario, 2006).

FAIBLESSES ET ENJEUX

- La rareté de main-d'œuvre dans certains corps de métier pourrait ralentir l'industrie.
- Des barrières réglementaires persistent entre l'Ontario et le Québec, et freinent les entreprises de construction ontariennes qui voudraient réaliser des projets sur la rive québécoise.

Pour en savoir plus

Delorme, F. (1997a). La mobilité de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction : le cas du Québec et de l'Ontario, un débat inachevé – 1re partie. Le Marché du travail, vol. 18, no 10.

Delorme, F. (1997b). La mobilité de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction : le cas du Québec et de l'Ontario, un débat inachevé – Seconde partie. Le Marché du travail, vol. 18, no 11.

Gagnon, L. et I. Gagné-Montcalm (2020). Construction. Dans C. Doucet (dir.), État de situation socioéconomique de l'Outaouais et de ses territoires – 2020, Observatoire du développement de l'Outaouais.

Gouvernement du Québec et Gouvernement de l'Ontario (2006). Entente entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario sur la mobilité de la main-d'œuvre et la reconnaissance de la qualification professionnelle, des compétences et des expériences de travail dans l'industrie de la construction.

L'ADMINISTRATION PUBLIQUE : UN PILIER CENTRAL DE L'ÉCONOMIE DU TERRITOIRE TRANSFRONTALIER

SYNTHÈSE ⁱ

Le territoire transfrontalier se distingue par un marché du travail dynamique, une croissance démographique importante et une population plus jeune et davantage intégrée au marché du travail. Ces caractéristiques sont en partie attribuables à l'attractivité et à la stabilité générées par la forte présence de l'administration publique fédérale, qui procure des emplois de qualité à la population et des bénéfices économiques liés aux investissements. Il s'agit d'une caractéristique importante qui unifie le territoire transfrontalier et qui le distingue du reste du Québec et de l'Ontario. Néanmoins, les retombées de la fonction publique fédérale se concentrent en milieu urbain et périurbain. L'analyse de l'évolution des indicateurs économiques démontre également que les périodes de compression du gouvernement fédéral ont eu des répercussions importantes non seulement sur le secteur de la fonction publique, mais également sur les commerces et autres services connexes. Cet enjeu de diversification affecte non seulement l'Outaouais, mais également l'Est ontarien et Ottawa.

ORIENTATIONS ET PERSPECTIVES DE COLLABORATION TRANSFRONTALIÈRE

Avec les nouvelles mesures sanitaires mises en place pour faire face à la pandémie, la pratique du télétravail a monté en flèche en 2020. L'Outaouais est sans doute une des régions qui sera le plus touchée par ces changements, car son moteur économique, la fonction publique, vit actuellement une transformation en profondeur avec l'essor du télétravail. Ces nouvelles pratiques susceptibles de s'implanter durablement après la crise poseront des défis importants, mais créeront en même temps de nouvelles perspectives et dynamiques pour le territoire transfrontalier.

EN UN COUP D'OEIL

Parmi la population active âgée de 15 ans et plus, 19,7 % (167 415 travailleurs) occupent un emploi dans le secteur des administrations publiques.

L'Outaouais, avec une proportion de 21,5 % de travailleurs dans ce secteur comparativement à 6,2 % au Québec, se hisse d'ailleurs au premier rang parmi les régions québécoises. L'Est ontarien se démarque tout autant avec une proportion de 19,1 % de la population active qui travaille dans l'administration publique, comparativement à 5,8 % pour l'Ontario.

L'administration publique constitue un moteur économique qui a des répercussions de part et d'autre du territoire transfrontalier, mais avec des variations importantes. C'est à Gatineau (23,5 %), dans la MRC des Collines-de-l'Outaouais (22 %) et à Ottawa (20,5 %), où les proportions de travailleurs dans ce secteur sont les plus fortes, que les retombées de l'administration publique se font surtout sentir. Les comtés de Renfrew (16,2 %) et de Prescott-Russell (14,3 %) profitent aussi de ces retombées avec des proportions relativement élevées de travailleurs dans ce domaine, tandis que l'administration publique a moins d'impact dans la MRC de la Vallée-de-la-Gatineau (9,7 %), le comté de Lanark (9,1 %) et les MRC de Papineau et de Pontiac (8,8 %), où la proportion de travailleurs dans ce secteur se rapproche de la moyenne provinciale.

La proportion de la population active qui occupe un emploi dans le secteur des administrations publiques est passée de 18,9 % en 2006 à 19,7 % en 2016 sur le territoire transfrontalier. Le nombre de travailleurs occupant un emploi dans ce secteur a augmenté dans tous les territoires. À Gatineau, toutefois, les travailleurs dans l'administration publique ont augmenté moins rapidement que la population active, ce qui signifie une plus grande diversité économique.

ATOUS ET OPPORTUNITÉS

- La forte présence de la fonction publique fédérale sur le territoire transfrontalier est un vecteur de croissance, de résilience et de stabilité économique.
- Dans tous les territoires, la proportion de travailleurs dans l'administration publique est plus élevée que la moyenne provinciale.
- Le nombre de travailleurs dans la fonction publique fédérale est en augmentation depuis 2017 sur l'ensemble du territoire transfrontalier.
- Les emplois dans l'administration publique locale (municipale et MRC) ont augmenté entre 2006 et 2016.
- Les emplois dans l'administration publique sont de plus en plus axés sur le savoir, c'est-à-dire qu'ils exigent un niveau plus élevé d'études, de formation et d'expérience et des compétences supérieures en résolution de problèmes. Les emplois associés à de hauts savoirs sont reconnus pour générer davantage de retombées économiques sur le territoire.
- L'essor des pratiques de télétravail dans la fonction publique a contribué à la rétention des fonctionnaires sur les territoires et pourrait avoir des effets bénéfiques sur la revitalisation des territoires, l'achat local et le sentiment d'appartenance.

FAIBLESSES ET ENJEUX

- La forte présence de la fonction publique fédérale sur le territoire transfrontalier crée une situation de dépendance et une faible diversification économique qui affectent l'économie dans les périodes de compression des effectifs.
- Le nombre de travailleurs dans la fonction publique provinciale a diminué sur l'ensemble du territoire transfrontalier entre 2006 et 2016.
- Le rayonnement de la fonction publique fédérale n'atteint pas l'ensemble du territoire transfrontalier :
 - La totalité des laboratoires fédéraux est située à Ottawa.
 - Entre 2010 et 2015, les entreprises de l'Outaouais ont obtenu seulement 4 % des contrats d'approvisionnement octroyés par le gouvernement fédéral dans la RMR, alors que celles d'Ottawa ont obtenu 96 % des contrats.
 - Les retombées de la fonction publique fédérale se concentrent majoritairement en milieu urbain et périurbain, et demeurent faibles pour les milieux ruraux (particulièrement les MRC de Pontiac, de la Vallée-de-la-Gatineau et de Papineau).
- La répartition des ministères entre les deux rives (25 % vs 75 %) n'est pas atteinte : en 2014, seulement 20,58 % des emplois se trouvaient sur la rive québécoise à Gatineau.
- L'attractivité d'Ottawa et de la fonction publique fédérale, qui offre des conditions de travail et des salaires avantageux, engendre des défis de recrutement de main-d'œuvre pour les entreprises et les organisations de l'Outaouais.
- L'essor des pratiques de télétravail dans la fonction publique pourrait générer divers enjeux de dévitalisation, notamment dans les centres-villes qui abritent plusieurs édifices fédéraux.

Pour en savoir plus

Desrochers, F. et B. Schepper. La contribution de la fonction publique à l'économie canadienne, IRIS, 2019.

Doucet, C. (2020). Administration publique. Dans C. Doucet (dir.), État de situation socioéconomique de l'Outaouais et de ses territoires – 2020, Observatoire du développement de l'Outaouais.

Doucet, C. en collaboration avec M. Charron (2021). Les défis et opportunités générés par l'essor du télétravail en Outaouais. Bulletin l'Outaouais sous la loupe, édition février-mars.

UNE GRAPPE D'ENTREPRISES DE HAUTE TECHNOLOGIE¹ PARMIS LES PLUS PROSPÈRES EN AMÉRIQUE DU NORD

SYNTHÈSEⁱ

Avec une forte concentration d'entreprises et de main-d'œuvre spécialisée dans les hautes technologies, le territoire transfrontalier est un carrefour d'innovation technologique parmi les plus prospères en Amérique du Nord. Il se démarque dans plusieurs domaines, notamment en technologies de l'information et de la communication et en recherche et développement. La filière de haute technologie d'Ottawa exerce une influence bénéfique sur Gatineau et plusieurs initiatives de coopération transfrontalière entre les organisations de développement sont en cours, spécialement dans le domaine de la cybersécurité, dans le but de réaliser des gains de compétitivité et de saisir de nouvelles opportunités. Néanmoins, un déséquilibre persiste entre les deux rives puisque la majorité des entreprises et des centres de recherche du gouvernement fédéral sont concentrés à Ottawa. Par ailleurs, le positionnement stratégique de l'Outaouais à proximité d'Ottawa est un avantage distinctif qui est peu reconnu.

ORIENTATIONS ET PERSPECTIVES DE COLLABORATION TRANSFRONTALIÈRE

Plusieurs leviers sont en place pour appuyer l'essor des entreprises de haute technologie sur le territoire transfrontalier et en accentuer les retombées économiques. La croissance accélérée de l'économie numérique a donné lieu au développement du créneau de la cybersécurité à Gatineau-Ottawa. La santé numérique et les technologies propres sont également des créneaux prometteurs. L'établissement du laboratoire d'identité numérique du Canada, la création de la zone d'innovation Connexité en 2021, l'établissement du centre d'exploitation de Télésat et l'annonce de l'ouverture d'un centre de surveillance mondial (NOC) d'incidents cyber de Motorola à Gatineau contribueront au développement et à la consolidation de projets et d'entreprises en haute technologie.

EN UN COUP D'OEIL

La région métropolitaine d'Ottawa-Gatineau possède une grappe de 1 900 entreprises de haute technologie.

50 025 personnes occupent un emploi dans cette filière sur le territoire transfrontalier, ce qui représente 6 % de l'ensemble des travailleurs : 89,8 % (44 930 travailleurs) résident du côté ontarien, principalement à Ottawa; 5 095, soit 10,2 %, résident en Outaouais, principalement à Gatineau et dans la MRC des Collines-de-l'Outaouais.

On compte 4 970 travailleurs autonomes dans la filière des hautes technologies sur le territoire transfrontalier : 695 résident en Outaouais et 4 275 dans l'Est ontarien.

Plus de la moitié des emplois dans la filière des hautes technologies sur le territoire transfrontalier se retrouvent dans deux secteurs associés aux technologies de l'information : la conception de systèmes informatiques et services connexes (39,2 %) et les télécommunications (14,7 %). Les services de recherche et de développement scientifiques représentent également un créneau important, puisqu'ils regroupent 14,5 % des emplois en haute technologie.

L'Outaouais se démarque par son importante proportion de travailleurs en télécommunications, alors que l'Est ontarien se distingue pour ses nombreux emplois dans les services de recherche et de développement scientifiques.

ATOUTS ET OPPORTUNITÉS

- La grappe des entreprises de haute technologie d'Ottawa-Gatineau est l'une des plus prospères en Amérique du Nord et le territoire est reconnu comme un centre technologique diversifié d'envergure internationale. Le cluster de Kanata à Ottawa est désigné comme la Silicon Valley North en raison de sa prospérité comparable à la Silicon Valley en Californie.
- Ottawa est reconnue internationalement comme un centre d'excellence des technologies de communication : près de 90 % des travaux de recherche et de développement au Canada s'y déroulent.
- Gatineau-Ottawa arrive au 1er rang des régions métropolitaines en Amérique du Nord pour sa forte concentration de main-d'œuvre technologique (11,3 %), devant San Francisco qui se classe au deuxième rang (10,5 %) (CBRE, 2021).
- Les Villes de Gatineau et d'Ottawa s'illustrent toutes deux par rapport à leurs provinces respectives pour leur proportion plus élevée de travailleurs autonomes impliqués dans la haute technologie.
- Le territoire transfrontalier regroupe 65 laboratoires de recherche et développement du gouvernement fédéral.
- Le secteur public fédéral offre de nombreux contrats gouvernementaux.
- Plusieurs conditions sont réunies pour offrir un climat propice à l'innovation et au développement : concentration importante de décideurs politiques et d'organismes gouvernementaux, accès à un grand bassin de main-d'œuvre spécialisée et scolarisée, qualité de vie remarquable pour l'attractivité et la rétention de la main-d'œuvre, écosystème économique dynamique qui favorise le développement des affaires.
- Présence d'organisations qui offrent des mesures de soutien et d'accompagnement aux entreprises afin d'atténuer les risques et de favoriser l'innovation au sein des entreprises.
- La présence de Zone X.O, qui permet aux entreprises de développer des technologies, de trouver des solutions innovantes et d'avoir accès à un réseau de clients potentiels, favorise les opportunités de collaboration (Area X.O).
- L'Outaouais tire avantage de sa capacité à attirer et à retenir sur son territoire des entreprises de haute technologie provenant du monde francophone (Campbell et Magnan, 2019).

Retombées de la filière de haute technologie d'Ottawa sur Gatineau et accentuation des collaborations transfrontalières.

- Diverses organisations de développement à Gatineau et Ottawa collaborent sur plusieurs projets.
- La cybersécurité est un créneau en émergence dans la région qui a mené à des collaborations transfrontalières fructueuses pour augmenter la cohésion et la compétitivité des entreprises.

FAIBLESSES ET ENJEUX

- Le déséquilibre entre les deux rives dans la répartition du nombre d'entreprises et des centres de recherche du gouvernement fédéral, lesquels sont tous localisés à Ottawa.
- Le positionnement stratégique de l'Outaouais à proximité d'Ottawa et à mi-chemin entre Toronto et Montréal est un avantage distinctif qui demeure méconnu et peu reconnu, notamment par le Québec.
- La mauvaise perception des réalités fiscales et réglementaires au Québec. En réalité, les taux d'imposition des entreprises entre le Québec et l'Ontario sont à géométrie variable, mais comparables.
- La méconnaissance des exigences linguistiques au Québec peut constituer une barrière à l'attraction des entreprises.

Pour en savoir plus

Area X.O (s.d.) [Area X.O.](#)

Campbell, B. et M. Magnan (2019). Analyse des facteurs influençant le potentiel de croissance et développement des entreprises en technologie dans la ville de Gatineau. CIRANO

Ville d'Ottawa (2017). [Ville intelligente 2.0.](#)

CBRE (2021). [2021 Scoring Tech Talent.](#)



ONE OF NORTH AMERICA'S MOST SUCCESSFUL HIGH-TECH¹ CLUSTERS

SUMMARYⁱ

Given its high concentration of companies and workers specializing in high tech, the Outaouais–Eastern-Ontario cross-border territory is one of North America's most prosperous hubs of technological innovation. It stands out in several fields, particularly in information and communication technologies and in research and development. Ottawa's high-tech sector has a beneficial influence on Gatineau, and several joint cross-border initiatives are being led by development organisations, especially in the area of cybersecurity, to strengthen competitiveness and seize new opportunities. Nevertheless, an imbalance persists between the two shores, as the majority of high-tech businesses and federal government research centres are concentrated in Ottawa. Moreover, the Outaouais' strategic position near Ottawa is a distinctive advantage that is not widely recognized.

FUTURE DIRECTIONS AND PROSPECTS FOR CROSS-BORDER COLLABORATION

Several levers are in place to support the growth of high-tech businesses in the cross-border territory and to increase their economic spinoffs. The accelerated growth of the digital economy has led to the development of the cybersecurity niche in Gatineau-Ottawa. Digital health and clean technologies are also promising niches. The establishment of Canada's Digital Identity Laboratory, the creation of the Connexité innovation zone in 2021, the establishment of the Telesat operations centre and the announcement of Motorola's opening a network and security operations centre (NSOC) in Gatineau will contribute to the development and consolidation of high-tech projects and businesses.

A FEW KEY FACTS

The Ottawa-Gatineau metropolitan area has a cluster of 1,900 high-tech companies.

50,025 people are employed in this industry within the cross-border territory, which represents 6% of all workers: 89.8% (44,930 workers) reside on the Ontario side, mainly in Ottawa; 5,095, or 10.2%, reside in the Outaouais, mainly in Gatineau and the MRC des Collines-de-l'Outaouais.

There are 4,970 self-employed workers in the high-tech sector within the cross-border territory: 695 live in the Outaouais and 4,275 live in Eastern Ontario.

More than half of the high-tech jobs in the cross-border territory are in two information technology sectors: computer systems design and related services (39.2%) and telecommunications (14.7%). Scientific research and experimental development are another important niche, accounting for 14.5% of high-tech jobs.

The Outaouais stands out for its large proportion of telecommunications workers, while Eastern Ontario stands out for its many jobs in scientific research and experimental development.

ASSETS/OPPORTUNITIES

- Ottawa-Gatineau's high-tech cluster is one of the most successful in North America and the territory is recognized as a diversified technology centre of international stature. The Kanata cluster in Ottawa is referred to as Silicon Valley North because of its prosperity comparable to Silicon Valley in California.
- Ottawa is internationally recognized as a centre of excellence in communication technologies, with nearly 90% of Canada's research and development taking place here.
- Gatineau-Ottawa ranks first among North American metropolitan regions for its high concentration of technology workers (11.3%), ahead of San Francisco, which ranks second (10.5%) (CBRE, 2021).
- The cities of Gatineau and Ottawa both stand out in their respective provinces for their higher proportion of self-employed workers involved in high technology.
- The cross-border territory includes 65 federal government research and development laboratories.
- The federal public sector offers many government contracts.
- Several conditions are in place to provide a climate conducive to innovation and development: a high concentration of political decision-makers and government agencies, access to a large pool of specialized and educated workers, a remarkable quality of life that attracts and retains workers, and a dynamic economic ecosystem that fosters business development.
- Presence of organizations that provide support and coaching to businesses to mitigate risk and foster innovation within businesses.
- The presence of Area X.O, which allows companies to develop technologies, find innovative solutions and have access to a network of potential customers, promotes collaboration opportunities (Area X.O).
- The Outaouais benefits from its ability to attract and retain high-tech companies from the Francophone world (Campbell and Magnan, 2019).

Impact of Ottawa's high-tech sector on Gatineau and increased cross-border collaboration

- Various development organizations in Gatineau and Ottawa are collaborating on several projects.
- Cybersecurity is an emerging niche in the region that has led to successful cross-border collaborations to increase business cohesion and competitiveness.

WEAKNESSES/ISSUES

- The imbalance between the two regions in the distribution of the number of companies and federal government research centres, all of which are located in Ottawa.
- The Outaouais' strategic location near Ottawa and halfway between Toronto and Montreal is a distinctive advantage that remains little known and little recognized, particularly by Quebec.
- Misperception of tax and regulatory realities in Quebec. In reality, the corporate tax rates between Quebec and Ontario are of variable geometry, but are comparable.
- The inaccurate perception of Québec's language requirements can be a barrier to attracting businesses.

To learn more

Area X.O (n.d.) [Area X.O.](#)

Campbell, B. and M. Magnan (2019). *Analyse des facteurs influençant le potentiel de croissance et développement des entreprises en technologie dans la ville de Gatineau.* [CIRANO](#)

City of Ottawa (2017). [Smart City 2.0.](#)

CBRE (2021). [2021 Scoring Tech Talent.](#)



TOURISME : UN SECTEUR D'ACTIVITÉ TRÈS LUCRATIF QUI FAIT RAYONNER TOUTE LA RÉGION TRANSFRONTALIÈRE

SYNTHÈSE¹

Le tourisme est un moteur économique majeur du territoire transfrontalier. Alors que le statut de capitale du Canada constitue un avantage indéniable pour la Ville d'Ottawa et sa voisine, Gatineau, c'est surtout grâce à leurs grands espaces naturels que les milieux ruraux attirent les touristes. Cela dit, la force d'attraction de la capitale fédérale pose aussi des défis. D'un côté, les Villes d'Ottawa et de Gatineau tentent de développer leur identité propre et d'être reconnues comme villes à part entière, tandis que les territoires ruraux de l'Outaouais et de l'Est ontarien restent largement méconnus en tant que destinations touristiques et continuent de vivre dans l'ombre de la région de la capitale nationale. Cependant, des partenariats émergent de plus en plus entre les organisations qui œuvrent au développement du tourisme de part et d'autre de la rivière, que ce soit pour promouvoir la grande région d'Ottawa-Gatineau à l'échelle nationale et internationale, pour faire en sorte que leurs territoires respectifs tirent davantage profit des attraits de l'autre rive, ou pour accroître l'attractivité des territoires ruraux de l'Outaouais et de l'Est ontarien. L'essor du tourisme culturel et l'engouement pour le tourisme local créé par la pandémie offrent aussi de nouvelles opportunités de collaboration.

EN UN COUP D'OEIL

En 2017, année des célébrations du 150^e anniversaire, Ottawa a accueilli 11 millions de visiteurs (touristes et excursionnistes), tandis que l'Outaouais accueillait 1,9 million de touristes.

En 2018, cette industrie a généré 2,6 G\$ en dépenses touristiques dans la région touristique d'Ottawa et sa campagne¹ (MIPSTC, 2018), et plus de 435 M\$ dans la région de l'Outaouais (Tourisme Outaouais, 2020).

Dans l'ensemble du territoire transfrontalier, la filière touristique procurait de l'emploi à 83 495 personnes en 2016, ce qui représente 10 % de l'emploi total.

ORIENTATIONS ET PERSPECTIVES DE COLLABORATION TRANSFRONTALIÈRE

Le plein air et la villégiature, le tourisme d'affaires et le tourisme culturel sont trois secteurs qui se démarquent dans le territoire transfrontalier, et qui offrent d'intéressantes opportunités de collaboration transfrontalière. Par exemple, l'Outaouais mise sur la complémentarité de ses attraits naturels par rapport à l'autre rive pour se positionner comme « la cour de récréation de la capitale du Canada » afin de développer le tourisme de plein air et le récréotourisme sur son territoire. La grande région d'Ottawa-Gatineau profite aussi d'un avantage concurrentiel pour attirer de grands événements et des congrès, notamment grâce à la présence importante de sièges sociaux et d'associations nationales, et à son aéroport international.

ATOUS ET OPPORTUNITÉS

- La région de la capitale nationale exerce un fort attrait sur les touristes canadiens et étrangers. Le statut de capitale d'Ottawa profite à la ville voisine de Gatineau. En tant que l'une des trois portes d'entrée touristiques officielles du Québec, la région de l'Outaouais attire non seulement la clientèle ontarienne, mais également les nombreux touristes internationaux en visite dans la capitale nationale.
- La présence à Ottawa d'un aéroport international où transitent environ 5 millions de passagers par année constitue un atout de taille.
- La proximité d'Ottawa contribue à la popularité de Gatineau en tant que 3^e destination de tourisme d'affaires au Québec en raison de la concentration d'activités gouvernementales fédérales qu'on y trouve et de la présence de centaines de sièges sociaux et d'associations nationales dans différents domaines (Hébert, 2019b).
- La situation frontalière de l'Outaouais profite au tourisme de plein air et de villégiature en attirant de nombreux Ontariens désireux de profiter des atouts naturels de la région, notamment le parc de la Gatineau et son vaste réseau de sentiers récréatifs ainsi que la richesse de son territoire.

La collaboration transfrontalière dans le secteur du tourisme : plusieurs partenariats en marche et des occasions prometteuses

- Tourisme Outaouais et Tourisme Ottawa ont instauré une relation de partenariat dans plusieurs dossiers : le développement d'une image de marque commune pour la région transfrontalière; une offensive marketing commune fondée sur la rivière des Outaouais comme trait d'union; le développement d'un attrait touristique majeur : l'Interzip Rogers, la première tyrolienne interprovinciale au Canada.
- En milieu rural, des organisations à vocation touristique ou récréative de l'Est ontarien et de l'Outaouais créent des liens pour mousser leurs attraits communs, notamment en proposant des parcours touristiques qui enjambent la rivière et en facilitant l'accès aux sentiers récréatifs de part et d'autre de la rivière. L'aménagement d'un pont pour motoneigistes reliant l'ouest d'Ottawa et le Pontiac est un exemple de telles initiatives.
- La pandémie de COVID-19 est une belle occasion de mousser le tourisme local et une belle opportunité pour l'Outaouais de faire découvrir aux résidents de la région transfrontalière ses nombreux attraits naturels et ses infrastructures de plein air.
- Le tourisme culturel : une opportunité de collaboration à explorer. L'établissement d'un partenariat entre les Villes d'Ottawa et de Gatineau et entre collectivités riveraines de part et d'autre de la rivière pour concevoir des produits culturels à vocation touristique pourrait non seulement accroître l'attractivité touristique de la région, mais également la promouvoir comme lieu de résidence, de travail et d'investissement.
- La rivière des Outaouais offre des possibilités exceptionnelles de commercialisation de la région et de collaboration transfrontalière.

FAIBLESSES ET ENJEUX

- L'Outaouais et l'Est ontarien continuent de vivre dans l'ombre de la capitale et restent largement méconnus en tant que destinations touristiques. Le défi pour ces deux régions est d'encourager les touristes d'Ottawa à s'aventurer sur leur territoire et à explorer davantage l'offre touristique.
- Les territoires ruraux (Comtés et MRC) vivent également dans l'ombre d'Ottawa et de Gatineau.
- Ottawa et Gatineau souhaitent développer une image de marque distincte de la capitale fédérale et être reconnues comme des villes à part entière, avec leur identité propre, leurs particularités et la diversité de leurs attraits en dehors du statut de capitale.

Pour en savoir plus

Hébert, C. (2013). « [Gatineau n'est pas tant que ça dans l'ombre d'Ottawa](#) », Les Affaires, 16 février 2013.

Hébert, C. (2019b). « [Destinations d'affaires prisées : la villégiature s'impose au Québec](#) », Les Affaires, 24 septembre 2019

Tourisme Outaouais (2020). [Rapport annuel 2019-2020](#).

LA CULTURE : DÉTERMINANT DE LA QUALITÉ DE VIE ET SOURCE DE RICHESSE DE PART ET D'AUTRE DE LA RIVIÈRE

SYNTHÈSEⁱ

La culture, ce secteur d'activité qui regroupe l'industrie de l'information et industrie culturelle ainsi que les arts, spectacles et loisirs,¹ contribue grandement à la qualité de vie qui caractérise le territoire transfrontalier en plus de jouer un rôle important dans le développement et la vitalité du territoire transfrontalier. Des liens se tissent d'ailleurs de plus en plus entre les communautés artistiques et culturelles de part et d'autre de la rivière et plusieurs initiatives conjointes impliquant les principaux acteurs dans le domaine ont récemment ouvert de nouvelles opportunités de collaboration transfrontalière. On observe toutefois un partage très inégal des infrastructures culturelles entre les deux rives, l'Outaouais faisant figure de parent pauvre non seulement vis-à-vis d'Ottawa, mais également par rapport au reste du Québec. Du côté ontarien, le milieu culturel fait aussi face à la concurrence des institutions culturelles fédérales et cherche à sortir de l'ombre de la capitale.

EN UN COUP D'OEIL

La culture est une importante source d'emplois. En 2016, 36 420 personnes du territoire transfrontalier travaillaient dans ce domaine, soit 8 285 résidents de l'Outaouais et 28 135 résidents de l'Est ontarien. Cela représente 4,3 % de la population active de 15 ans et plus.

La grande région d'Ottawa-Gatineau se démarque au Canada avec des taux de participation culturelle supérieurs à ceux des 7 autres RMR comparables (ACO, 2018).

Infrastructures culturelles : On dénombre 219 espaces de représentation ainsi que 98 musées, galeries et lieux d'exposition à Ottawa, comparativement à 14 salles de spectacle et 12 institutions muséales en Outaouais (en 2013).

ORIENTATIONS ET PERSPECTIVES DE COLLABORATION TRANSFRONTALIÈRE

Le territoire transfrontalier offre un fort potentiel de développement du secteur culturel, avec une population nombreuse (plus de 1,5 million), diversifiée et friande de culture. La cohabitation des deux communautés de langues officielles et de communautés autochtones constitue également une richesse culturelle à exploiter davantage, notamment dans un objectif de développement de l'identité régionale et de mise en valeur des particularités de chaque groupe et de chaque territoire. Les acteurs du milieu culturel de l'Outaouais et de l'Est ontarien ont donc de nombreuses raisons de resserrer les liens entre eux pour travailler ensemble au renforcement de ce secteur, qui contribue au rayonnement et à l'attractivité de la région à l'extérieur de ses frontières comme en témoigne l'essor du tourisme culturel. Le développement des technologies numériques en culture constitue à cet égard un domaine particulièrement prometteur pour l'intensification des collaborations non seulement transfrontalières, mais également intersectorielles.

ATOUTS ET OPPORTUNITÉS

- Les gens de l'Outaouais et de l'Est ontarien sont de grands consommateurs de culture et ils se démarquent nettement sur ce plan par rapport aux autres régions.
- Ottawa est le pôle ontarien des arts, de la culture et du patrimoine francophones, ce qui ouvre des possibilités de collaboration avec le milieu culturel québécois sur l'autre rive.
- Le territoire transfrontalier a la particularité de regrouper les deux communautés de langues officielles ainsi que des communautés autochtones. Cette diversité culturelle constitue une richesse à valoriser et devient un outil de développement du sentiment d'appartenance et d'identité régionale.
- Des liens se tissent entre les organisations du milieu culturel de part et d'autre, notamment pour améliorer la situation des artistes, encourager les projets conjoints et innovateurs, et « créer à plus long terme une communauté de pratiques qui favorisera l'émergence de projets culturels reliés au numérique et le renforcement des deux secteurs culturels » (Culture Outaouais, 2019).
- Le secteur des technologies, en plein essor à Ottawa, crée des opportunités de collaboration transfrontalière pour le développement du numérique en culture.

FAIBLESSES ET ENJEUX

- Le principal enjeu, tant pour l'Outaouais que pour la Ville d'Ottawa, est un enjeu d'identité, car les deux territoires aspirent à une reconnaissance en tant qu'entités distinctes de la capitale fédérale.
- De part et d'autre de la rivière, les acteurs du milieu culturel font face à la concurrence des institutions culturelles fédérales en termes de visibilité, de financement ou de rétention des talents.
- La présence d'une offre culturelle abondante à Ottawa représente un défi pour le développement du secteur culturel en Outaouais, d'autant plus que la région souffre d'un sous-financement chronique en culture attribuable en partie à sa situation frontalière.
- L'Outaouais est une des rares régions du Québec à ne pas avoir de musée régional, une lacune qu'elle a de la difficulté à combler en raison notamment de la présence des grands musées nationaux dans la capitale fédérale.
- Une bonne partie des dépenses en produits culturels des ménages de l'Outaouais échappe probablement à la région en raison du déficit d'infrastructures dans la région et de l'offre culturelle abondante et de grande qualité qui existe à Ottawa (Gagnon, 2020).

Pour en savoir plus

Alliance culturelle d'Ottawa (2018). Analyse du milieu associée à la Feuille de route culturelle d'Ottawa (rapport final), décembre 2018.

Culture Outaouais (2019). Arts et numérique : collaboration inédite entre l'Outaouais et Ottawa dans le cadre d'un événement culturel d'envergure. Communiqué du 11 avril 2019.

Doris, J. (2020). Réseaux communautaires et communautés épistémiques dans le secteur culturel : le cas du Groupe de recherche sur la culture d'Ottawa, Cahiers de recherche du Centre d'études en gouvernance, No. 02/20/FR, Septembre 2020, Université d'Ottawa. <https://doi.org/10.20381/m4j6-2d12>

Gagnon, L. (2020). Portrait des retombées économiques de la culture en Outaouais. Rapport commandé par Culture Outaouais. Observatoire du développement de l'Outaouais.

Ministère de la Culture et des Communications (2016). Les pratiques culturelles au Québec en 2014. Recueil statistique. Volume 2. Régions et municipalités.

LE SPORT, LE PLEIN AIR ET LA VILLÉGIATURE : ÉLÉMENTS INDISSOCIABLES DE LA QUALITÉ DE VIE SUR LE TERRITOIRE TRANSFRONTALIER

SYNTHÈSEⁱ

Le territoire transfrontalier offre une qualité de vie exceptionnelle qui fait partie intégrante de sa signature identitaire en plus de faire la fierté de ses habitants, tant du côté ontarien que québécois. Cette qualité de vie repose en grande partie sur l'omniprésence de la nature en ville et la proximité des grands espaces naturels sauvages, qui constituent un remarquable terrain de jeu pour la pratique des sports et du plein air, et pour la villégiature. L'Outaouais et l'Est ontarien ont beaucoup d'atouts en commun en matière d'infrastructures de plein air, et se complètent aussi avantageusement, notamment en ce qui a trait aux installations sportives et aux sites de villégiature. En revanche, des enjeux de diverses natures (tels que la réglementation, la barrière de la langue et le manque de services notamment) ne permettent pas aux deux territoires voisins de tirer pleinement profit des avantages offerts par la situation transfrontalière.

ORIENTATIONS ET PERSPECTIVES DE COLLABORATION TRANSFRONTALIÈRE

Le plein air de proximité et le vélo font partie de l'image de marque du territoire transfrontalier et la Ville de Gatineau, en particulier, y voit un excellent potentiel de développement. Depuis le début de la pandémie de COVID-19, le plein air de proximité connaît d'ailleurs un engouement exceptionnel en raison des restrictions sanitaires. Néanmoins, les atouts de l'Outaouais dans ce domaine restent largement méconnus des Ontariens, tandis que les gens de l'Outaouais connaissent peu les infrastructures de plein air de l'Est ontarien en dehors du canal Rideau à Ottawa. Les MRC rurales de l'Outaouais profitent quant à elles d'un important bassin de villégiateurs potentiels parmi les préretraités et retraités ontariens pour diversifier leur économie. Cet afflux de villégiateurs ontariens représente un levier pour consolider les services en place, favoriser l'achat local et développer de nouvelles offres de services. Enfin, la complémentarité des plateaux sportifs de haut calibre entre Ottawa et Gatineau offre des occasions de partenariat mutuellement avantageuses entre les deux provinces. De nombreuses fédérations sportives canadiennes ont leur siège social dans la capitale nationale, ce qui ouvre des possibilités d'entraînement et de perfectionnement enviables pour les athlètes, entraîneurs et professionnels de part et d'autre de la rivière, en plus d'exercer une influence positive sur les jeunes sportifs.

EN UN COUP D'OEIL

Secteur d'emploi important : au moins 70 organisations actives dans ce domaine en Outaouais et quelques centaines d'employés dédiés à ce secteur au sein des administrations municipales (LSO, 2017).

Villégiature : la moitié (49,3 %) des 20 782 chalets et résidences secondaires en Outaouais appartient à des Ontariens.

Un vaste réseau cyclable urbain de 300 km à Gatineau, 800 km à Ottawa, plus les 200 km de sentiers polyvalents de la CCN qui traversent le parc de la Gatineau et la Ceinture de verdure. En milieu rural : le Cycloparc PPJ du Pontiac, la Véloroute des Draveurs dans la Vallée-de-la-Gatineau, la Ottawa Valley Recreation Trail – un sentier polyvalent qui traverse l'Est ontarien sur 296 km – et les 60 kilomètres de sentiers aménagés et 180 km de pistes de vélo de montagne de la Forêt Larose, dans les comtés unis de Prescott et Russell.

L'Outaouais rural compte 84 pourvoies et 8 zones d'exploitation contrôlée, en plus d'infrastructures de plein air réputées.

Les infrastructures du Parc de la Gatineau : 165 km de sentiers pédestres, 90 km de sentiers de vélo de montagne et 200 km de sentiers de ski de fond. Le parc reçoit plus de 2,7 millions de visiteurs par année.

ATOUTS ET OPPORTUNITÉS

- D'un point de vue récréotouristique, la campagne et les grands espaces naturels à deux pas de la ville attirent les villégiateurs et les adeptes du plein air, de la chasse et de la pêche.
- Importance de la villégiature dans les MRC rurales de l'Outaouais, pour qui cet achalandage est synonyme de retombées économiques importantes sous forme d'impôt foncier et de dépenses générées localement.
- La qualité de vie exceptionnelle dans la région, avec son abondance d'espaces naturels et la présence d'infrastructures de plein air de proximité de premier choix, procure un avantage concurrentiel aux villes d'Ottawa et de Gatineau pour attirer de nouveaux talents, des entreprises et des immigrants très scolarisés.
- Complémentarité des installations sportives : L'Outaouais dispose d'infrastructures de premier plan pour la pratique d'activités sportives extérieures, tandis que l'Est ontarien (surtout Ottawa) se distingue par ses plateaux sportifs intérieurs. Ottawa et Gatineau accueillent chaque année des événements sportifs majeurs grâce à la qualité de leurs installations sportives.

Collaboration transfrontalière : utiliser le réseau de pistes cyclables et de sentiers récréatifs ainsi que la complémentarité des installations sportives pour faire le pont entre les deux rives

- Les deux régions disposent d'un réseau étendu et intégré de pistes cyclables et de sentiers récréatifs qui comprend plusieurs points de connexion entre les deux rives. Des initiatives conjointes ont pour but de faciliter la circulation entre les deux provinces et de promouvoir les attraits de part et d'autre.
- Les athlètes tant québécois qu'ontariens profitent de la disponibilité des plateaux sportifs de la province voisine lorsque ceux-ci font défaut chez eux. La complémentarité des ressources et installations entre les deux provinces encourage l'établissement de partenariats pour le développement des athlètes et des entraîneurs (LSO, 2019).

FAIBLESSES ET ENJEUX

- Une bonne partie des dépenses des villégiateurs ontariens en biens et services échappe aux MRC rurales de l'Outaouais en raison des lacunes dans l'offre de services et du prix des marchandises (Zins Beauchesne et associés, 2014).
- L'essor de la villégiature vient avec un coût environnemental (la pollution des cours d'eau notamment), social (hausse du prix des logements) et culturel (risque d'effritement du français) important.

Enjeux de réglementation dans les sports (LSO, 2019; s.d.) :

- Le système d'octroi des heures d'utilisation des plateaux sportifs est basé sur le nombre d'athlètes de la ville d'appartenance, ce qui nuit à l'intégration des athlètes ontariens dans les clubs sportifs de l'Outaouais.
- La formation des entraîneurs donnée en Ontario n'est pas toujours reconnue au Québec.
- Les partenariats entre clubs sportifs des deux provinces pour l'organisation d'événements conjoints sont difficiles à établir en raison des différentes réglementations, et par manque de soutien régional de part et d'autre de la frontière.
- L'absence d'une instance responsable et la barrière linguistique sont deux autres freins au développement de partenariats transfrontaliers.

Pour en savoir plus

Loisir Sport Outaouais (2017). PAPA-O Plan d'action plein air de l'Outaouais.

Loisir Sport Outaouais (2019). Portrait et plan d'action en matière de sport pour la région de l'Outaouais – PASport en soutien au programme Jeux du Québec.

Loisir Sport Outaouais (s.d.). Les enjeux transfrontaliers du sport en Outaouais. Document de travail.

Beauchesne, Z. et associés (2014). Étude sur les villégiateurs dans la MRC de la Vallée-de-la-Gatineau. Rapport final.



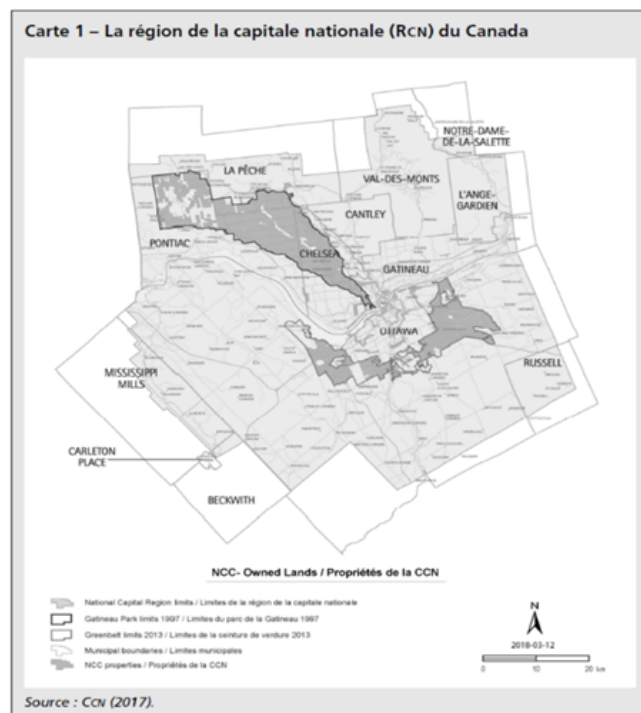
AMÉNAGEMENT ET TRANSPORT : VERS UNE COLLABORATION ACCRUE

SYNTHÈSEⁱ

Le territoire transfrontalier est caractérisé par un chevauchement de plusieurs ordres de gouvernement – le fédéral, les gouvernements du Québec et de l'Ontario, ainsi que les administrations municipales – dont les champs de compétences sont parfois entremêlés. À ces trois paliers de gouvernement s'ajoute la Commission de la capitale nationale, une organisation ayant juridiction sur la « région de la capitale nationale », un territoire qui chevauche la frontière interprovinciale et regroupe les deux grandes villes d'Ottawa et de Gatineau ainsi que plusieurs municipalités environnantes. En matière de transport en commun, deux sociétés de transport indépendantes assurent le service de part et d'autre de la région métropolitaine d'Ottawa-Gatineau. Cette superposition d'intérêts et de visions parfois différenciés complexifie les interactions entre les acteurs. Cependant, même s'ils ne partagent pas toujours les mêmes objectifs en matière d'aménagement et de transport, ils s'entendent tout de même sur une multitude de principes importants qui peuvent faciliter les collaborations (p. ex. : volonté de coopérer, développement durable, efficacité, intensification et densification du centre-ville, transport durable). Plusieurs initiatives transfrontalières en cours, en particulier dans la région de la capitale nationale, illustrent d'ailleurs la volonté des différents acteurs à collaborer et à innover. La reconnaissance par la Ville d'Ottawa du « cœur métropolitain » en tant qu'espace plus vaste qui englobe le centre-ville de Gatineau, dans son nouveau Plan officiel (l'équivalent du plan d'urbanisme au Québec), est un exemple éloquent de cette volonté émergente de planification conjointe.

EXEMPLES DE COLLABORATION TRANSFRONTALIÈRE

La CCN est la seule organisation officielle ayant juridiction sur le territoire transfrontalier, et plus spécifiquement sur la région de la capitale nationale (RCN), un territoire de 4 715 km² dont 11,6 % appartient au gouvernement fédéral (voir la carte). Cette société d'État créée par le Parlement dans les années 1950 est principalement chargée d'aménager et d'embellir la région de la capitale nationale, « afin de doter le siège du gouvernement du Canada d'un cachet et d'un caractère dignes de son importance nationale » (CCN, 2017a, p. 6). Bien que son mandat se limite aux terrains publics, la CCN est un acteur de premier plan qui a préséance sur les autorités locales sur les terrains dont elle assure l'intendance. En plus d'agir à titre d'urbaniste principale de la RCN, elle joue un rôle important dans la coordination des efforts communs sur les différents dossiers qui impliquent les deux côtés de la rivière. Le récent processus de révision du Plan directeur du Parc de la Gatineau, mené en consultation avec les différentes parties prenantes (municipalités avoisinantes, Nation algonquienne, élus, etc.), témoigne d'une volonté de la CCN d'adopter une approche de gestion partagée avec ses différents partenaires (CCN, 2021c). La plus grande place accordée aux maires des deux grandes villes dans sa structure de gouvernance est un autre exemple de l'ouverture manifestée par la CCN à une plus grande collaboration avec ses partenaires locaux.



Zibi est un projet immobilier d'envergure développé par un promoteur privé directement sur la frontière interprovinciale, principalement sur l'île des Chaudières au milieu de la rivière des Outaouais. La réalisation de ce projet a soulevé de nombreux défis en raison de la présence de multiples juridictions politico-administrative (deux provinces, deux villes et le gouvernement fédéral), mais les Villes de Gatineau et d'Ottawa ainsi que la CCN ont privilégié une approche collaborative souple de type ad hoc pour aplanir ces difficultés. Par exemple, un comité mixte d'évaluation temporaire a été créé pour simplifier le processus d'approbation des différentes demandes de zonage et d'aménagement.

Enfin, en matière de transport interprovincial, les défis sont considérables sur le territoire transfrontalier, et en particulier dans le cœur métropolitain où se vivent les problématiques de congestion et de mouvements pendulaires. L'arrimage des services de transport en commun entre les deux rives est un de ces grands défis, en raison notamment de l'absence d'une structure de gouvernance formelle pour assurer la gestion et la planification des déplacements sur les deux territoires, comme on en trouve dans d'autres régions métropolitaines. En dehors de l'entente d'intégration des titres de transport entre les sociétés de transport des deux grandes villes et de la planification étroite des déplacements dans les centres-villes, la connectivité entre OC Transpo et la STO demeure plutôt limitée à l'heure actuelle. Toutefois, Gatineau et Ottawa misent de plus en plus sur une approche collaborative avec le nouveau projet de tramway dans l'ouest de Gatineau et sa connexion prévue avec le centre-ville d'Ottawa. En 2017, les deux villes ont signé une entente qualifiée d'« historique » pour l'arrimage du transport collectif régional.

La construction d'un sixième pont reliant Ottawa et Gatineau comme solution préconisée par certains élus et de nombreux citoyens pour régler le problème de congestion routière est un autre enjeu de transport, hautement politique celui-là. La concrétisation de ce projet demeure très incertaine en raison de la difficulté des différents acteurs à s'entendre sur une vision commune, certains privilégiant des investissements dans des projets de mobilité durable.

ATOUTS ET OPPORTUNITÉS

- Les villes, municipalités, MRC et comtés qui composent le territoire transfrontalier disposent d'outils de planification et d'aménagement du territoire basés sur des principes similaires (p. ex. : volonté de coopérer, développement durable, efficacité, etc.), ce qui peut favoriser les collaborations.
- Les maires de Gatineau et d'Ottawa détiennent désormais un siège au conseil d'administration de la CCN qui, même sans droit de vote, leur donne la possibilité de participer aux échanges et de faire entendre leur voix dans les dossiers d'aménagement et de planification de l'espace urbain transfrontalier (Mévellec et al., 2018).

Collaboration transfrontalière

- Dans son nouveau Plan officiel, la Ville d'Ottawa reconnaît l'importance de penser l'aménagement de son centre-ville en tant que « cœur du centre-ville métropolitain plus vaste, qui comprend le centre-ville de Gatineau » et la nécessité de chercher des solutions qui dépassent la frontière interprovinciale (Ville d'Ottawa, 2021, p. 152).
- La CCN fait maintenant une plus grande place aux deux villes dans sa structure de gouvernance et adopte une approche plus collaborative avec ses différents partenaires.
- La volonté manifestée ces dernières années par les maires d'Ottawa et de Gatineau de collaborer sur des projets importants comme le quartier Zibi et le dossier de l'arrimage des transports collectifs illustre « le rôle moteur des politiciens locaux dans la mise en œuvre de projet de collaboration transfrontalière » (Mévellec et al., 2018, p. 593).

FAIBLESSES ET ENJEUX

- La gestion et la planification du territoire sont complexifiées par la pluralité des acteurs et le chevauchement des juridictions, deux facteurs qui peuvent être sources de tension dans différents dossiers, comme la répartition des coûts (infrastructures, services, etc.), les impôts fonciers, la satisfaction des besoins et des intérêts des différents partenaires quant au développement des lieux avoisinants, etc.

Pour en savoir plus

CCN (2017a). [Le Plan de la Capitale du Canada](#). De 2017 à 2067. Commission de la Capitale Nationale. Consulté le 11 mai 2021.

CCN (2021c). [Plan directeur du Parc de la Gatineau](#). Commission de la Capitale Nationale. Consulté le 5 avril 2021.

Mévellec, A. et al. (2018). Gouvernance métropolitaine et régimes politiques de frontière. Analyse à partir du cas d'Ottawa-Gatineau. *Revue d'économie régionale et urbaine*, no 3 : 581-600.

Ville d'Ottawa (2021). [Plan officiel](#). Volume 1, 24 novembre 2021.



LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE : UNE PRIORITÉ TRANSVERSALE ET UN OUTIL DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE POUR LE TERRITOIRE TRANSFRONTALIER

SYNTHÈSEⁱ

La protection de l'environnement est une valeur très importante pour l'ensemble du territoire transfrontalier. Reconnue pour ses innombrables atouts naturels, la région offre à ses habitants, urbains et ruraux, une qualité de vie exceptionnelle grâce à ses grands espaces verts, son réseau cyclable très étendu, son vaste couvert forestier et l'omniprésence de l'eau. Parce qu'ils occupent un territoire unifié d'un point de vue géographique et climatique, et notamment parce qu'ils se partagent un même bassin hydrographique, l'Outaouais et l'Est ontarien sont aussi confrontés à des enjeux et des impacts environnementaux similaires, et de nombreuses instances municipales et organisations mettent en place des politiques et des actions concrètes à l'échelle locale pour agir sur ces enjeux. La rivière des Outaouais, frontière tangible entre les deux provinces et illustration parfaite du caractère transfrontalier des enjeux environnementaux, est au cœur du développement de la région. Des efforts de plus en plus marqués sont déployés pour accroître la coopération transfrontalière dans la gouvernance et la gestion intégrée de ce plan d'eau.

EN UN COUP D'OEIL

Le bassin versant de la rivière des Outaouais, d'une superficie de 146 334 km², se trouve à cheval sur les deux provinces, dans une proportion de 65 % au Québec et de 35 % en Ontario (Trudeau, 2019).

Les forêts, terres agricoles, milieux humides, prairies et pâturages ainsi que milieux aquatiques de la Trame verte de la CCN fournissent des services écosystémiques dont la valeur est évaluée à plus de 5 G\$ sur une période de 20 ans (Dupras et coll., 2019).

À Ottawa comme à Gatineau, le secteur du transport est responsable à lui seul de 44 % des émissions de GES en raison de la forte dépendance à l'automobile, tandis que les émissions du secteur du bâtiment, qui proviennent principalement du chauffage, représentent respectivement 45 % et 42 %. Les deux villes visent la carboneutralité d'ici 2050 (Ville d'Ottawa, 2020b; Ville de Gatineau, 2021).

ORIENTATIONS ET PERSPECTIVES DE COLLABORATION TRANSFRONTALIÈRE

Le sentiment d'appartenance à un milieu naturel commun qui comporte de nombreux atouts et apporte une grande qualité de vie peut encourager les collaborations transfrontalières, tant sur le front de l'environnement que sur celui de l'économie. En effet, en plus d'assurer une grande qualité de vie à ses habitants, le riche patrimoine naturel du territoire transfrontalier apporte une forte valeur ajoutée sur le plan économique en offrant une panoplie d'opportunités de développement et d'innovation dans divers domaines, dont le tourisme, le plein air, la villégiature et le secteur agricole et agroalimentaire. La transition énergétique amorcée pour faire face au défi climatique et atteindre la carboneutralité offre aussi des opportunités de collaboration transfrontalière, dans le cadre d'une vision globale et transversale des enjeux environnementaux. Les acteurs de part et d'autre de la rivière s'entendent d'ailleurs pour faire du développement durable une valeur commune et une priorité transversale. Lors du Forum des acteurs organisé en 2018 pour discuter de la réalité frontalière de l'Outaouais, une idée maîtresse s'est imposée : le développement économique doit se faire en cohérence avec les principes du développement durable.

ATOUPS ET OPPORTUNITÉS

- En intégrant les principes du développement durable dans les stratégies transfrontalières, on préserve d'importants atouts qui attirent de la main-d'œuvre et des entreprises, et qui procurent ainsi des avantages comparatifs à l'ensemble du territoire.
- Les Villes d'Ottawa et de Gatineau ont récemment adopté la Déclaration d'urgence climatique et sont résolument engagées dans des actions concrètes pour lutter contre les changements climatiques. Ottawa vient d'adopter son Plan directeur sur les changements climatiques, tandis que Gatineau s'apprête à dévoiler son Plan climat.
- Outre les administrations publiques, le territoire transfrontalier peut compter sur un réseau d'OBNL et de groupes environnementaux très engagés dans la préservation de l'environnement, la lutte aux changements climatiques et la transition énergétique. Garde-rivière des Outaouais et le CREDDO sont deux acteurs clés.

Collaboration transfrontalière : les enjeux environnementaux font fi des frontières

- Certaines initiatives conjointes commencent à émerger, notamment pour protéger la rivière des Outaouais. Garde-rivière des Outaouais, un organisme qui réunit des experts des deux provinces et de la nation Anishinabe, s'emploie à promouvoir un modèle de gouvernance inclusive et durable du bassin versant de la rivière, un projet d'une grande complexité en raison de la superposition des frontières et des usages de ce plan d'eau.
- De leur côté, les Villes d'Ottawa et de Gatineau se consultent et impliquent la CCN dans le processus d'élaboration de leurs politiques respectives. Plusieurs initiatives conjointes pour faire face aux enjeux environnementaux et climatiques ont également vu le jour : l'initiative de planification urbaine Choisir notre avenir, la Stratégie de développement durable 2018-2023 de la CCN, une première cartographie du couvert forestier urbain et le Plan intégré à long terme sur les liens interprovinciaux dans la RCN.
- En milieu rural, la MRC d'Argenteuil, la MRC de Papineau et les Comtés Unis de Prescott et Russell ont conclu un « Pacte d'amitié » par lequel ils s'engagent à travailler en partenariat dans des dossiers touchant à des enjeux communs, dont la protection de l'environnement.

FAIBLESSES ET ENJEUX

- Ottawa et Gatineau sont confrontées aux défis de transport et d'aménagement du territoire inhérents aux villes, et notamment à la détérioration des milieux naturels et de la biodiversité causée par l'étalement urbain.
- La région transfrontalière subit des manifestations de plus en plus tangibles des changements climatiques et de leurs conséquences néfastes sur la région : inondations, canicules, tornade, etc.
- La rivière des Outaouais et son bassin versant font face à divers enjeux environnementaux nécessairement transfrontaliers, tels que les déversements d'eaux usées, la perte d'habitats, la dégradation des écosystèmes et les risques associés au stockage des déchets nucléaires de Chalk River.
- La réalité transfrontalière du territoire, où se superposent différents paliers de gouvernement et différentes juridictions, ainsi que la disparité des lois, normes et règlements compliquent les efforts de coopération.
- En dehors de la CCN, qui a notamment pour mandat d'assurer la conservation des aires naturelles de la RCN, il n'existe pas véritablement de structure de gouvernance transfrontalière des enjeux environnementaux.

Réglementations et législation

- Bien que les compétences en matière d'environnement soient partagées entre les divers paliers de gouvernement, et que les lois, normes et règlements puissent différer d'une province à l'autre, la protection de l'environnement et la lutte aux changements climatiques demeurent une préoccupation commune et un enjeu qui appelle une approche concertée plutôt que des actions isolées.

Pour en savoir plus

Dupras, J. et coll. (2016). Capital naturel. La valeur économique de la trame verte de la Commission de la capitale nationale. Commission de la capitale nationale et Fondation David Suzuki, décembre 2016.

Trudeau, M. (2019). Gatineau : Mieux connaître et évaluer notre eau récréative. Première étude de la santé du bassin versant de la rivière des Outaouais. Garde-rivière des Outaouais.

Ville de Gatineau (2021). « Gatineau vise la carboneutralité d'ici 2050 ». Communiqué, 23 février 2021.

Ville d'Ottawa (2020b). Plan directeur sur les changements climatiques, 2020.



ACCÈS À L'ÉDUCATION : UN DÉSÉQUILIBRE ENTRE LES DEUX RIVES AU DÉTRIMENT DE L'OUTAOUAIS

SYNTHÈSEⁱ

La population de la région transfrontalière se démarque pour son niveau de scolarité élevé : 30 % des personnes de 15 ans et plus détenaient un grade universitaire en 2016, un taux bien supérieur à celui de l'ensemble de l'Ontario et du Québec. Ce portrait flatteur cache cependant des disparités importantes entre les territoires, et entre les deux provinces. En effet, comparativement à d'autres régions comparables du Québec, l'Outaouais est nettement désavantagée quant à l'offre de programmes d'études postsecondaires sur son territoire, une situation dénoncée de longue date par les acteurs du développement et liée au sous-financement chronique du gouvernement provincial en éducation dans la région (Ville de Gatineau et al., 2019; ACESO, 2017). En raison de la présence à Ottawa de plusieurs établissements d'enseignement reconnus et d'une offre abondante de programmes d'études, une relation de dépendance envers la province voisine s'est donc installée pour l'accès à l'éducation postsecondaire en Outaouais. Un contraste important est aussi observé entre le niveau de scolarité des populations urbaines et périurbaines et celui des populations rurales. Tant en Outaouais que dans l'Est ontarien, la proportion de diplômés universitaires à Ottawa, Gatineau et dans la MRC des Collines dépasse largement celle des MRC rurales de l'Outaouais et des comtés de l'Est ontarien. Cet écart important s'explique notamment par la difficulté d'accès aux programmes d'études pour les jeunes en milieu rural, et par le fait que les principaux secteurs d'activité en milieu rural ne nécessitent pas d'études universitaires.

EN UN COUP D'OEIL

La population du territoire transfrontalier est très scolarisée : 59,8 % détient un certificat, diplôme ou grade d'études postsecondaires et 30 % possède un diplôme universitaire. La situation est tout autre dans les territoires ruraux, où les taux de diplômés universitaires, par exemple, oscillent entre 7 et 15 %.

L'Outaouais compte environ 100 programmes d'études universitaires et collégiales, ce qui représente un ratio de 1 programme pour 3 891 habitants. À Ottawa, ce ratio est de 1 programme pour 1 368 habitants, avec 683 programmes d'études en 2016 (ACESO, 2017).

En 2020, l'Université d'Ottawa accueillait 44 693 étudiants, dont 13 408 étudiants francophones, tandis que l'UQO comptait seulement 4 471 étudiants à son campus de Gatineau, soit à peu près le dixième de l'effectif étudiant de l'Université d'Ottawa. De plus, 3 641 étudiants inscrits à l'Université d'Ottawa, 138 étudiants inscrits à l'Université Saint-Paul et 1 419 étudiants inscrits à La Cité provenaient de l'Outaouais. En contrepartie, 6,6 % des inscriptions de l'UQO provenaient d'étudiants ontariens à l'automne 2020.

En 2016, environ le tiers (32,9 %) de la population active de l'Outaouais avait fait des études postsecondaires dans une autre province, comparativement à 17,5 % pour l'Est ontarien. Dans le Pontiac, cette proportion s'élevait à 45,4 %.

ORIENTATIONS ET PERSPECTIVES

Le sous-investissement du gouvernement dans le réseau d'éducation de l'Outaouais combiné à l'offre insuffisante de programmes entraîne non seulement une migration des étudiants de la région vers l'Ontario, sans compter les frais de scolarité et les dépenses qui échappent au Québec, mais également « une perte de travailleuses et travailleurs qualifiés sur le territoire du Québec, des personnes qui autrement pourraient participer à la vie économique de l'Outaouais et du Québec » (Schepper, 2018, p. 10). En octobre 2019, après une décennie de mobilisation des acteurs de tous

horizons chapeauté par l'ACESO et ses partenaires pour exiger un rattrapage important de la région en enseignement supérieur, l'Assemblée nationale du Québec adoptait une motion reconnaissant le statut particulier de l'Outaouais en raison de sa situation frontalière avec Ottawa (ACESO, 2017). Entretemps, les établissements d'enseignement supérieur de l'Outaouais poursuivent leurs efforts en vue de rattraper le retard accumulé avec la mise en œuvre de diverses initiatives et la création de nouveaux programmes d'études. En retour, les projets d'investissement dans les infrastructures ainsi que la bonification et la diversification des programmes d'études offerts à l'Université du Québec en Outaouais (UQO) et au Cégep de l'Outaouais pourraient avoir pour effet d'attirer un plus grand nombre d'étudiants francophones de l'Est ontarien, d'autant plus que l'Université d'Ottawa, malgré son statut d'université bilingue, est vivement critiquée pour avoir « relégué la langue française au second plan » dans son fonctionnement et ne pas être en mesure d'assurer une formation totalement en français à ses étudiants (Vachet, 2021).

ATOUTS ET OPPORTUNITÉS

- La population hautement scolarisée du territoire transfrontalier est un facteur d'attractivité susceptible d'attirer des entreprises dans la région.
- La nature des emplois de la région d'Ottawa-Gatineau combinée à la présence d'un grand nombre d'établissements d'enseignement supérieur encourage la poursuite d'études postsecondaires. Plus de 60 % des emplois disponibles nécessitent un diplôme d'études collégiales ou universitaires (ACESO, 2017).
- Les étudiants du territoire transfrontalier ont la possibilité de poursuivre leurs études dans la langue de leur choix (anglais ou français), en fonction de la disponibilité des programmes.
- Le statut particulier reconnu à l'Outaouais par le gouvernement provincial est prometteur d'avancées significatives dans le développement de l'enseignement supérieur dans les années à venir.

FAIBLESSES ET ENJEUX

- Les étudiants québécois détenteurs d'un DES peuvent accéder aux études universitaires en Ontario sans passer par le cégep, tandis que les étudiants ontariens ne peuvent venir étudier dans une université québécoise au premier cycle s'ils ne possèdent pas de diplôme collégial. Ces disparités entre les deux systèmes scolaires engendrent une migration étudiante unidirectionnelle en faveur de l'Ontario.
- Le sous-investissement du gouvernement provincial dans le réseau d'éducation de l'Outaouais a creusé un écart important dans l'offre de programmes d'études professionnelles, collégiales et universitaires par rapport à d'autres régions du Québec, avec pour conséquence que le nombre d'étudiants en Outaouais est beaucoup plus bas qu'ailleurs. En dépit de la motion adoptée par l'Assemblée nationale, l'examen des récentes demandes de nouveaux programmes ne tient pas compte du statut particulier reconnu à la région.
- Le manque de programmes d'études postsecondaires en Outaouais entraîne un exode massif des étudiants québécois vers l'Ontario. Cet exode représente des pertes annuelles estimées à 65 M\$ pour l'Outaouais et le Québec, sans compter les répercussions sur la perte de main-d'œuvre qualifiée (ACESO, 2017).
- La majorité des institutions postsecondaires se trouvent en milieu urbain, à Gatineau et à Ottawa, ce qui soulève un enjeu important pour l'accès à l'éducation en milieu rural. L'absence de résidences pour les étudiants du Cégep de l'Outaouais est un autre frein à la poursuite des études.

Pour en savoir plus

ACESO (2017). État de situation 2017.

Schepper, B. (2018). Effets du retard de financement public sur les systèmes de santé et d'éducation postsecondaire en Outaouais : Retombées économiques d'un rattrapage. IRIS, 16 p.

Vachet, B. (2021). Francophonie : malaise à l'Université d'Ottawa. ICI Ottawa-Gatineau, 28 septembre 2021.

Ville de Gatineau, Conférence des préfets de l'Outaouais et Front régional Outaouais (2019). Dossier Outaouais 2019 – L'Outaouais : une région stratégique pour le Québec. 22 p.



SOINS DE SANTÉ : UNE INTERDÉPENDANCE ASYMÉTRIQUE ENTRE L'OUTAOUAIS ET L'EST ONTARIEN

SYNTHÈSEⁱ

La dépendance de l'Outaouais envers l'Ontario pour l'accès aux soins de santé est un enjeu historique. Depuis toujours, la population de l'Outaouais se tourne vers la province voisine – que ce soit à Ottawa, Pembroke ou Hawkesbury – pour obtenir certains services de santé non disponibles dans la région. Des progrès majeurs ont cependant été accomplis depuis les années 1980 pour développer les services et accroître l'autonomie de la région en matière de soins de santé. Bien qu'une proportion de la population de l'Outaouais traverse encore la frontière interprovinciale pour obtenir des services de santé en Ontario, un rattrapage important a été effectué en termes d'effectifs et de ressources dans les dernières décennies. Or malgré les efforts déployés, le réseau de la santé de l'Outaouais continue de faire face à de nombreux enjeux et l'Outaouais accuse toujours un retard par rapport aux autres régions du Québec à plusieurs égards. Du côté ontarien, le réseau de la santé est confronté à une augmentation des besoins liée à la croissance et au vieillissement de la population de l'Est ontarien combinée à une pénurie de ressources, et a donc de plus en plus de mal à desservir la population outaouaise (ASSSO, 2008).

ORIENTATIONS ET PERSPECTIVES DE COLLABORATION TRANSFRONTALIÈRE

Les récents développements touchant le réseau de la santé en Outaouais offrent cependant des perspectives favorables : l'adoption par l'Assemblée nationale en novembre 2019 d'une motion reconnaissant le statut particulier de l'Outaouais en tant que région frontalière, la création de nouveaux programmes de formation en santé, l'inauguration en 2020 de la nouvelle Faculté de médecine affiliée à l'Université McGill et la construction prévue d'un nouvel hôpital régional de 600 lits à Gatineau d'ici 2030 sont des avancées majeures susceptibles d'améliorer l'accessibilité des soins et la capacité du réseau à répondre aux besoins de sa population, la formation de la main-d'œuvre professionnelle et de la relève médicale, ainsi que le recrutement et la rétention des effectifs.

EN UN COUP D'OEIL

Le volume d'hospitalisations de résidents de l'Outaouais dans les établissements de l'Est ontarien a chuté de 40 % en 1980 (l'équivalent de 430 lits) à 8,2 % en 2018 (environ 70 lits), tandis que les hospitalisations de résidents ontariens en Outaouais représentent seulement 6 lits (CISSSO, 2019).

Environ 75 % des résidents de l'Outaouais hospitalisés en Ontario sont soignés dans des centres ultraspécialisés, tels que l'Hôpital d'Ottawa, l'Institut de cardiologie d'Ottawa (ICO) et le Centre hospitalier pour enfants de l'Est de l'Ontario (CHEO).

De 1990 à 2018, le volume de consultations d'omnipraticiens de l'Est ontarien par des patients du Québec a diminué de moitié, passant de l'équivalent de 25 à 30 médecins omnipraticiens ETC à 14,7 (CISSSO, 2019).

Il y a une fuite d'effectifs médicaux de l'Outaouais vers l'Est ontarien : près de 1 350 infirmières résidant au Québec (présumément en Outaouais) sont enregistrées auprès de l'Ordre des infirmières et infirmiers de l'Ontario, et 40 % du personnel de l'Hôpital Montfort d'Ottawa provient du Québec.

ATOUS ET OPPORTUNITÉS

- La proximité d'Ottawa permet aux résidents de l'Outaouais d'avoir accès à des services spécialisés, comme l'Institut de cardiologie, le Centre hospitalier pour enfants de l'Est ontarien (CHEO) et l'Institut de l'œil, qu'on trouve uniquement dans les grands centres urbains en général.
- Le réseau de la santé de Champlain tire aussi avantage de cette situation, car l'ajout du volume de cas de l'Outaouais dans les hôpitaux ultraspecialisés d'Ottawa lui assure une masse critique encore plus importante, ce qui favorise le développement de nouveaux services de niveau quaternaire (ASSSO, 2008).
- Majoritairement bilingues, les professionnels de la santé de l'Outaouais constituent une ressource très utile pour les établissements de santé ontariens qui souhaitent développer leur offre de services en français.
- Les médecins de l'Outaouais contribuent à la formation médicale dispensée en français par la Faculté de médecine de l'Université d'Ottawa et l'Hôpital Montfort (ASSSO, 2008).

FAIBLESSES ET ENJEUX

- Le CISSSO n'a plus de vis-à-vis ontarien au palier régional depuis que les fonctions de planification et de financement des soins de santé du RLSS de Champlain ont été transférées à Santé Ontario, une structure de gouvernance provinciale.
- Les accouchements constituent toujours un motif important d'hospitalisation de la clientèle outaouaise en Ontario. Malgré le rapatriement de 1 000 accouchements par année à Gatineau, plus de 1 200 femmes par année en moyenne continuent d'aller accoucher en Ontario (CISSSO, 2019).
- L'Outaouais peine à recruter et à garder ses effectifs (en particulier ses infirmières) en raison de la concurrence exercée par l'Ontario, où les conditions de pratique et salariales sont plus attrayantes (Action Santé Outaouais, 2021).
- En raison de la grave pénurie de ressources professionnelles (médecins spécialistes et infirmières, en particulier), l'Outaouais doit compter sur une autre province pour répondre aux besoins de sa population, une situation unique au Québec (Ville de Gatineau et al., 2019).
- Le sous-financement chronique du réseau de la santé de l'Outaouais, lié à la situation frontalière de la région, nuit à la performance du réseau, à l'accessibilité et à la qualité des soins. Cette situation a un impact financier important : en 10 ans, la RAMQ a versé plus d'un milliard de dollars à l'Ontario pour rembourser les soins dispensés à des résidents de l'Outaouais (Schepper, 2018), tandis que les résidents de l'Outaouais doivent payer de leur poche plus du tiers des factures soumises à la RAMQ, ce qui représentait 1 231 000 \$ en 2018.
- En raison de la croissance démographique et du vieillissement de la population, les établissements de santé de l'Est de l'Ontario ont de plus en plus de mal à absorber le volume de consommation de leurs services par des résidents de l'Outaouais (ASSSO, 2008).
- Enfin, il est très difficile de tracer un portrait juste et actuel de l'état de santé de la population outaouaise en raison des délais d'accès aux données sur les soins prodigués en Ontario aux patients de l'Outaouais.

Pour en savoir plus

Action Santé Outaouais (2021). L'Outaouais à la croisée des chemins. Portrait de la situation du système de soins de santé.

ASSSO (2008). Forger de nouveaux liens : vers une nouvelle vision stratégique quant aux relations entre la région de l'Outaouais et la région de Champlain, 64 p.

CISSSO (2021). Plan clinique du CISSS de l'Outaouais. Document de juin 2019 révisé en mars 2021.

Schepper, B. (2018). Effets du retard de financement public sur les systèmes de santé et d'éducation postsecondaire en Outaouais : Retombées économiques d'un rattrapage. IRIS, 16 p.

Ville de Gatineau et al. (2019). Dossier Outaouais 2019 – L'Outaouais : une région stratégique pour le Québec.

L'ACCÈS AU LOGEMENT ET L'ITINÉRANCE SUR LE TERRITOIRE TRANSFRONTALIER : UN ENJEU DE VASES COMMUNICANTS

SYNTHÈSE ⁱ

L'accès au logement est influencé par plusieurs facteurs, tels que les tendances démographiques, les coûts de construction, le taux d'inoccupation du marché locatif, la santé du marché immobilier, etc. Comme ces différents aspects varient d'une province à l'autre, la situation frontalière a donc un impact sur l'accès au logement. Cette question est préoccupante dans la région en raison de la forte croissance démographique, qui se répercute sur l'offre de logements disponibles, et de la pression exercée par le marché d'Ottawa sur le coût et la disponibilité des logements en Outaouais. Pour ces raisons, une part importante de la population des deux côtés de la rivière fait face à des conditions d'habitation précaires. La difficulté d'accès à un logement abordable amplifie aussi le phénomène de l'itinérance.

EN UN COUP D'OEIL

En 2016, 11,8 % des propriétaires et 35,6 % des locataires vivaient dans un logement non abordable en Outaouais. Dans la partie ontarienne de la RMR, ces proportions grimpent respectivement à 14,1 % et 42,3 %.

En 2020, le coût moyen d'un loyer à Ottawa s'élevait à 1 358 \$ comparativement à 906 \$ dans la région de Gatineau (SCHL, 2021).

Au printemps 2021, plus de 1 000 ménages étaient en attente d'un logement à Gatineau; à Ottawa, 12 000 personnes étaient en attente d'un logement abordable et 2 000 personnes étaient hébergées dans les refuges (Radio-Canada, avril 2021).

ORIENTATIONS ET PERSPECTIVES DE COLLABORATION TRANSFRONTALIÈRE

Depuis le début de la pandémie, le taux d'inoccupation global à Ottawa est en hausse, un phénomène qui s'explique notamment par la baisse de nouveaux immigrants et de la clientèle étudiante combinée à une augmentation de l'offre. À cela s'ajoute un important mouvement de population d'Ottawa vers la partie québécoise de la RMR, où les loyers sont plus abordables (SCHL, 2021). Cette situation exerce une forte pression sur le marché locatif de Gatineau, qui affiche un taux d'inoccupation avoisinant le seuil critique de 1,5 %. Cette « crise du logement » a non seulement des causes multiples, mais également des ramifications complexes : de nombreux ménages, tant en milieu urbain que rural, éprouvent des « besoins impérieux en matière de logement », et le phénomène de l'itinérance prend de l'ampleur (Ligue des Droits et Libertés, 2021). Pour la population itinérante, qui se déplace librement d'une province à l'autre, la frontière n'existe pas vraiment, mais les deux provinces ont des visions parfois opposées de l'aide à apporter à cette clientèle et ont donc recours à des outils incomparables (Gaudet, 2016). L'instauration d'une collaboration plus étroite entre les ressources des deux côtés de la rivière, en favorisant un partage des expertises et des réalités vécues sur le terrain par les acteurs du milieu, constituerait une occasion d'apprentissage pour les cliniciens, les gestionnaires et les travailleurs qui œuvrent auprès de cette clientèle.

ATOUTS ET OPPORTUNITÉS

- La proximité entre Gatineau et Ottawa offre une flexibilité aux résidents, qui peuvent choisir de s'établir dans la province offrant les conditions de logement les plus avantageuses pour leur situation particulière.
- Pour la population itinérante, la réalité transfrontalière présente des atouts sur le plan clinique en permettant à la personne de choisir le type de service qui lui convient le mieux, dans la langue qui lui convient le mieux et selon l'approche qu'elle préfère.

FAIBLESSES ET ENJEUX

- D'un côté comme de l'autre de la rivière, le taux de logements inoccupés se maintient presque systématiquement sous le seuil d'équilibre de 3,0 % en raison de l'attractivité du territoire (nouveaux immigrants, clientèle étudiante, fonction publique). Le taux d'inoccupation des logements de 2 et 3 chambres à coucher est particulièrement bas, une problématique qui touche surtout les familles nombreuses.
- L'écart important de coût des loyers entre Ottawa et Gatineau exerce une forte pression sur le marché locatif du côté québécois de la frontière en incitant de plus en plus de ménages à revenu faible et modeste et de fonctionnaires ontariens à s'installer au Québec pour profiter des logements plus abordables (SCHL, 2021).
- La proximité d'Ottawa entraîne des coûts de construction plus élevés à Gatineau que dans le reste du Québec, de même qu'une exacerbation de la pénurie de main-d'œuvre dans ce secteur en raison des conditions d'emploi meilleures à Ottawa (Ligue des Droits et Libertés, 2021).
- Le manque de logements abordables est exacerbé par une multitude d'autres enjeux, tels que l'insalubrité et le mauvais état des logements, le manque de logements sociaux et de logements adaptés aux clientèles ayant des besoins particuliers, les rénovictions ainsi que la surenchère importante du prix des maisons.
- La rareté des logements abordables des deux côtés de la rivière fragilise la situation des ménages à revenu faible et modeste, en plus de complexifier la réinsertion en logement de la population en situation d'itinérance. L'incapacité à payer le loyer ou l'hypothèque est une des principales raisons qui mènent à l'itinérance, tant en Outaouais que du côté ontarien de la frontière.
- La mobilité de la population itinérante d'une province à l'autre fait en sorte qu'il est pratiquement impossible de dresser un portrait précis de l'itinérance visible sur le territoire.
- Le fait que les personnes itinérantes se déplacent d'un côté à l'autre de la frontière complique aussi leur accessibilité à des soins de santé physique et mentale et peut rendre leur réinsertion sociale et leur maintien en logement ou en emploi plus difficile du fait que l'accès à plusieurs programmes de santé et d'aide dépend d'une preuve de résidence officielle dans une province donnée. Dans certains cas, cette mobilité d'une province à l'autre engendre un manque de continuité dans les suivis psychosociaux, ou encore un dédoublement des services (Ville de Gatineau, 2020a).

Pour en savoir plus

Gaudet, M. (2016). Les jeunes et l'itinérance à Ottawa-Gatineau : négociation quotidienne d'une géographie frontalière. Thèse de maîtrise. Université d'Ottawa.

Ligue des Droits et Libertés (2021). La situation du logement à Gatineau et ses impacts sur les droits humains. Rapport de mission d'examen.

Radio-Canada (2021). « La pénurie de logements inquiète en Outaouais et en Ontario ». ICI Ottawa-Gatineau. Nouvelle diffusée le 29 avril 2021.

Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) (2021). Rapport sur le marché locatif. Canada et régions métropolitaines – Janvier 2021. Gouvernement du Canada.

Ville de Gatineau (2020a). Cadre de référence municipal en itinérance.



À venir.